ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Dimanche 25 octobre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°1012 ■

PRODUCTION DU GAZ NATUREL

L'Algérie a enregistré une hausse de 4 % en août

P 16

BUDGET 2027 DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

675,6 milliards de DA alloués aux collectivités locales

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports prévoit une enveloppe de plus de 1 500 milliards de dinars pour l'exercice 2027, destinée à soutenir le développement local, à renforcer la couverture sécuritaire et à moderniser les services publics. Présenté devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de budget vise à mieux prendre en charge les préoccupations des citoyens, à accompagner la réorganisation territoriale et à renforcer les capacités opérationnelles des services du secteur.. P 3

HABITAT

Inscription de 545.000 unités dans le PLF 2027

L'État poursuivra ses efforts dans le secteur de l'Habitat. Dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2027, le gouvernement a inscrit 545.000 unités, toutes formules confondues, dont 350.000 logements en location-vente (AADL 3).

P 2

BANQUE D'ALGÉRIE

Les modalités d'exercice de l'affacturage par les banques fixées

La Banque d'Algérie a publié une instruction fixant les modalités pratiques d'exercice de l'affacturage par les banques et établissements financiers, en application des dispositions du règlement n 26-03 du 13 août 2026 relatif à l'exercice de cette activité.

P 3

ASSEMBLÉES ANNUELLES BANQUE MONDIALE- FMI, BANGKOK 2026

Afrique, Algérie et Méditerranée : investir sans perdre sa souveraineté

Pour conclure notre série consacrée aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, une interrogation s'impose : comment l'Afrique, l'Algérie et l'espace méditerranéen peuvent-ils attirer les investissements internationaux, accélérer leur développement et conserver la maîtrise de leurs choix économiques, industriels et technologiques ?

Par Kaci-Kacem AITYALLA, président d'honneur du Cluster Digital Africa

P 5

SALON "DZ IMMO" D'ALGER

La promotion immobilière en pleine évolution P 2

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'intégration locale comme moteur de croissance P 3

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Plus de 42.000 ha plantés entre 2023 et 2026 P 4

FORUM MONDIAL DE L'INVESTISSEMENT 2026 À DOHA

Le DG de l'AAPI prendra part dès aujourd'hui aux travaux

Le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, participe à partir d'aujourd'hui aux travaux de la 9e édition du Forum mondial de l'investissement 2026, qui se tient dans la capitale qatarie, Doha, du 25 au 27 octobre 2026, sous le thème « Investir dans l'avenir », indique l'Agence dans un communiqué.
Organisé à l'initiative de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), en partenariat avec l'État du Qatar, ce forum constitue une plateforme internationale de haut niveau consacrée aux questions d'investissement et de développement. Il réunit des responsables gouvernementaux, des investisseurs, des chefs d'entreprise, des représentants du secteur privé et des organisations internationales, afin d'échanger leurs points de vue et leurs expériences sur les principaux défis liés à l'investissement international.
Les travaux portent également sur l'examen des politiques et des stratégies susceptibles de mobiliser et d'orienter les investissements vers la réalisation des objectifs de développement durable et le renforcement de la croissance économique, dans un contexte marqué par de profondes mutations économiques.
La participation de l'AAPI à cet événement international constitue, indique l'Agence dans un communiqué, une occasion de contribuer aux débats et de partager les expériences, tout en renforçant la présence de l'Algérie et en mettant en avant son attractivité économique et les opportunités d'investissement qu'elle offre auprès des entreprises participantes. Cette participation vise également à consolider les relations avec les organismes homologues et à explorer de nouvelles perspectives de coopération et de partenariat avec les institutions internationales présentes.

R E.

HABITAT

Inscription de 545.000 unités dans le PLF 2027

L'État poursuivra ses efforts dans le secteur de l'Habitat. Dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2027, le gouvernement a inscrit 545.000 unités, toutes formules confondues, dont 350.000 logements en location-vente (AADL 3).

Par Z R.

Présentant les grandes lignes et les priorités du secteur pour l'année prochaine devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre Mohamed Tarek Belaribi a indiqué que le secteur a bénéficié de 834,57 milliards de DA en autorisations d'engagement et de 896 milliards de DA en crédits de paiement. « Les principaux atouts de l'Algérie résident dans l'affectation de la majeure partie des dépenses de l'État à la réalisation des équilibres sociaux, y compris dans le secteur de l'habitat », a-t-il dit, soulignant que « la première responsabilité consiste à assurer aux citoyens un logement décent ».
Le programme de logement prévoit la réalisation de 545.000 unités, réparties entre 10.000 logements publics locatifs, 10.000 logements promotionnels aidés, 105.000 aides à l'habitat rural, 350.000 logements en formule location-vente et 70.000 aides destinées aux lotissements sociaux. En parallèle, le programme des équipements publics porte sur la réalisation de 621 infrastructures, comprenant 320 écoles primaires, 140 collèges, 91 lycées, 30 polycliniques et 40 sièges de sûreté urbaine. Le ministre a également souligné que son département prévoit la distribution de 400.000 unités d'ici à la fin de l'année 2026. Sur ces cinq années, plus de 1,7 million de logements, toutes formules confondues, ont été distribués à travers le pays, tandis que 910 équipements publics ont été livrés dans les nouveaux quartiers résidentiels.
La dynamique s'est poursuivie dans le cadre du programme présidentiel de réalisation de deux millions de logements entre 2025 et 2029. Pour les deux premières années, 2025 et 2026, le secteur a bénéficié de 600 milliards de dinars en autorisations d'engagement et de 932 milliards de dinars en crédits de paiement. À la fin septembre 2026, 452 équipements publics avaient également été livrés. Le ministre a souligné les retombées économiques de ces investissements, notamment grâce au recours aux matériaux de construction produits localement. La contribution du secteur de l'habitat au produit intérieur brut est ainsi passée de 5 % en 2022 à 5,8 % en 2025. Il a également annoncé le lancement des études pour la réalisation de trois CHU dans les wilayas de Sétif, Annaba et Béjaïa.
Par ailleurs, sur un autre registre, le ministre de l'Habitat a fait savoir que le montant total des transactions effectuées par voie de paiement électronique dans le cadre du programme de location-vente « AADL 3 » a atteint plus de 338 milliards de DA.
Dans ce cadre, le montant des loyers des logements « AADL » recouvrés par voie de paiement électronique a atteint 14,02 milliards de DA, contre 3,46 milliards de DA en 2022. La valeur des transactions effectuées via l'application « Sakani » s'est élevée à 110,32 millions de DA, selon les chiffres présentés par le ministre. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer la numérisation des secteurs et des départements ministériels et à renforcer leur interopérabilité, de manière à faciliter les transactions des citoyens et des opérateurs économiques, à renforcer la transparence et la fiabilité des procédures et à améliorer la qualité du service public.

RETRAITE

La CNR lance le projet du guichet numérique unique

La Caisse nationale des retraites (CNR) a lancé le projet du guichet numérique unique, visant à renforcer l'accompagnement sur le terrain des retraités et des ayants droit dans l'utilisation des services numériques, indique jeudi un communiqué de la Caisse.
Appelé "Takaoudi All in One", ce projet a été annoncé lors de la rencontre nationale des chargés de communication des agences locales de la CNR, tenue mercredi.
S'exprimant à cette occasion, le directeur général de la CNR, Hafid Adrar, a précisé que ce dispositif permettra d'"améliorer la qualité du service public à travers la mise en place d'un guichet numérique unique au niveau de chaque agence locale, sous une identité visuelle unifiée, où le chargé de communication assurera l'accompagnement pas à pas des retraités", soulignant que "la réussite de la transformation numérique ne se mesure pas uniquement au nombre de prestations disponibles, mais également à la capacité des bénéficiaires à les utiliser avec aisance, autonomie et à distance".
Ce guichet numérique unique a pour rôle d'accueillir les retraités et les ayants droit, d'identifier leurs besoins et de les orienter vers les solutions numériques adéquates, outre leur prêter assistance pour le téléchargement de l'application "Takaoudi" et la création de leurs comptes, de manière à simplifier les démarches, leur éviter les déplacements et contribuer à désengorger les agences locales.

R E.

SALON "DZ IMMO" D'ALGER

La promotion immobilière en pleine évolution

La 3e édition du Salon algérien de l'immobilier "DZ IMMO" d'Alger constitue une vitrine de la dynamique que connait l'activité de promotion immobilière et du bâtiment de manière générale en Algérie, dan le sillage notamment des mesures prises par les pouvoirs publics ces dernières années pour encadrer ce secteur et faciliter l'accès au logement et aux différentes formules de financement pour les citoyens.
Rencontrés lors de ce Salon qui se tient au Palais des expositions (Pins maritimes), les représentants de plusieurs entreprises ont mis en avant l'évolution du secteur, marquée par la diversification des offres de logements et de biens immobiliers, ainsi que par le développement de projets répondant davantage aux attentes des acquéreurs en matière de qualité, de confort et de prestations.
Les exposants présentent, à cette occasion, une gamme variée de projets immobiliers comprenant notamment des logements, des résidences, des villas dans diverses régions du pays. Parmi la trentaine d'exposants, la manifestation enregistre la participation de banques, de compagnies d'assurance, de bureaux d'études techniques et de start-up spécialisées.
A ce propos, Amel Belaïd, responsable commerciale d'un groupe immobilier, a présenté plusieurs projets immobiliers en cours de réalisation, notamment à Alger. Elle a relevé que la demande en logements demeure importante ces dernières années.
La société a réalisé différents types de logements, des ensembles résidentiels intégrés dans des sites aménagés et dotés des commodités nécessaires. Ces projets se distinguent, selon la responsable, par l'utilisation de matériaux modernes.
Mme Belaïd a mis en avant le rôle des solutions de financement proposées par les banques et les établissements financiers dans le soutien à la dynamique du marché immobilier. Les crédits classiques à taux bonifiés, ainsi que les produits de financement islamique, constituent, selon elle, des leviers permettant de faciliter l'acquisition de logements et d'accéder à la propriété.
Au-delà de la réalisation de logements, l'activité du secteur de la promotion immobilière contribue à la création d'emplois et au développement de nouveaux métiers et d'entreprises liés à la construction et aux services immobiliers, souligne-t-on.
De son côté, le responsable commercial d'une société de promotion immobilière Hammouda Taha, a indiqué que l'entreprise opère dans les wilayas du Centre, où elle développe différents projets, notamment des villas, estimant que le secteur connaît une "évolution notable, soutenue par une demande toujours importante".
Il a également insisté sur l'importance de la disponibilité des documents administratifs et des autorisations nécessaires à la réalisation des projets, considérant que le volet réglementaire et administratif des biens immobiliers constitue un élément essentiel pour rassurer les acquéreurs et renforcer la confiance envers les promoteurs immobiliers.

Synthèse R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BUDGET 2027 DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

675,6 milliards de DA alloués aux collectivités locales

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports prévoit une enveloppe de plus de 1 500 milliards de dinars pour l'exercice 2027, destinée à soutenir le développement local, à renforcer la couverture sécuritaire et à moderniser les services publics. Présenté devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de budget vise à mieux prendre en charge les préoccupations des citoyens, à accompagner la réorganisation territoriale et à renforcer les capacités opérationnelles des services du secteur.

Par Selma R.

Selon le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Brahim Merad, les orientations budgétaires pour 2027 s'inscrivent dans le prolongement des objectifs fixés par le président de la République, notamment en matière de développement de proximité et d'amélioration du service public. L'enveloppe globale atteint ainsi 1 562,5 milliards de dinars en autorisations d'engagement et 1 557,4 milliards en crédits de paiement. Les dépenses de personnel représentent 674,9 milliards de dinars et les transferts 710,7 milliards. Les dépenses de gestion des services sont estimées à 92,7 milliards et celles d'investissement à 84,2 milliards, dont 62 milliards pour de nouvelles opérations et 22 milliards pour la réévaluation de projets en cours. Les collectivités locales sont au cœur de ce dispositif. « Elles occupent une place essentielle dans le budget du secteur, au regard de leurs responsabilités directes dans la prise en charge des besoins quotidiens des citoyens », a souligné Brahim Merad. Leur programme bénéficie de 675,6 milliards de dinars, en hausse de 2,39 % par rapport à 2026, dont 150 milliards consacrés aux projets de proximité et aux opérations urgentes, notamment l'eau potable, l'assainissement, l'énergie, la voirie et la réhabilitation des écoles primaires. Une enveloppe de 524 milliards couvre les charges courantes, dont 180 milliards pour les augmentations salariales, 158 milliards pour l'intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'emploi dans des contrats permanents et 40 milliards pour l'entretien de 21 178 écoles primaires. La gestion de 17 348 cantines scolaires mobilise 62 milliards de dinars. À cela s'ajoutent 60 milliards de compensation après la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) et 20 milliards dédiés à la solidarité locale, notamment au couffin du Ramadan. Le projet de budget entend également renforcer les ressources fiscales locales, estimées à 646,23 milliards de dinars en 2027 contre 608,14 milliards en 2026, soit une hausse de 38,09 milliards. Cette progression doit notamment provenir de l'élargissement de la taxe de séjour aux établissements hôteliers et résidences non classés. Plus de 600 structures supplémentaires seraient concernées, ce qui devrait accroître de 20 % les recettes correspondantes. Le ministre a aussi annoncé l'extension des prérogatives du wali, qui pourra superviser tout programme spécial décidé par le Conseil des ministres, car il est, a-t-il précisé, « le premier responsable de la coordination de l'action gouvernementale au niveau local ». La sécurité constitue un autre axe majeur du budget. La Sûreté nationale reçoit 611,6 milliards de dinars en autorisations d'engagement et 623,3 milliards en crédits de paiement, avec 70 nouvelles opérations d'investissement, dont 33 destinées aux 11 nouvelles wilayas. Concernant la Protection civile, Brahim Merad a insisté sur le fait qu'« elle revêt une importance stratégique dans le dispositif de prévention et d'intervention, notamment face aux feux de forêt et aux catastrophes ». Elle disposera de 132,86 milliards de dinars en autorisations d'engagement et de 118,6 milliards en crédits de paiement pour mettre en œuvre le programme d'urgence présidentiel du 20 septembre 2026. Celui-ci prévoit le recrutement de 2 000 agents diplômés, la révision du statut particulier et du régime indemnitaire, ainsi que le renforcement des moyens anti-incendie. Une enveloppe de 15 milliards de dinars est dédiée aux secours, notamment à l'acquisition de véhicules d'intervention et d'ambulances. Le budget 2027 prévoit les moyens nécessaires à l'installation des 11 nouvelles wilayas et des circonscriptions administratives d'El Eulma et de Maghnia. L'administration générale obtient 112,3 milliards de dinars en autorisations d'engagement et 109,1 milliards en crédits de paiement, avec 300 postes budgétaires prévus pour ces deux circonscriptions. La modernisation administrative repose également sur la numérisation des procédures, la sécurisation des plateformes et le développement de l'identité biométrique. Les télécommunications nationales mobilisent 13,9 milliards de dinars en autorisations d'engagement et 15,1 milliards en crédits de paiement pour sécuriser le réseau et renouveler les équipements. Par ailleurs, 1,63 milliard est consacré au Référentiel national de l'adressage dans six wilayas : Biskra, Skikda, Mostaganem, M'Sila, Boumerdès et Timimoun. Brahim Merad a enfin rappelé que « le développement local ne se réalise pas par la seule mobilisation de crédits financiers, il exige aussi une planification réaliste, une définition précise des priorités et un suivi continu des projets ».

STATION DE DESSALEMENT DE BIDER À TLEMCEN

Le PDG de Sonatrach insiste sur le respect des délais

Le président-directeur général du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, a effectué, hier, une visite de terrain sur le site du projet de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer de Tlemcen, située dans la zone d'Aïn Adjroud, au niveau de la plage de Bider, dans la commune de Marsa Ben M'hidi, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux.
Lors de cette visite, effectuée en présence de la secrétaire générale de la wilaya de Tlemcen, Fawzia Zemali, du PDG de l'Algerian Desalination Company (ADC), Lahcen Bada, et du PDG du groupe Cosider, Hamid Khemliche, chargé de la réalisation du projet, ainsi que de plusieurs cadres dirigeants de Sonatrach, le premier responsable du groupe a pris connaissance du rythme d'avancement des travaux, jugé satisfaisant au regard du calendrier fixé.
À cette occasion, M. Daoudi a insisté sur le respect strict des délais contractuels et sur le renforcement de la coordination entre les différentes parties prenantes, tout en soulignant la nécessité d'assurer un suivi rigoureux et continu du chantier.
Il a également donné des instructions visant à accélérer la cadence des travaux, notamment à travers la mobilisation de trois équipes travaillant en rotation selon le système 3×8, ainsi que l'identification anticipée des éventuelles contraintes susceptibles d'entraver la réalisation du projet, afin d'y remédier dans les meilleurs délais. D'une capacité prévisionnelle de production de 300.000 mètres cubes d'eau dessalée par jour, cette infrastructure contribuera, à sa mise en service, à renforcer l'approvisionnement en eau potable d'environ trois millions d'habitants des wilayas de Tlemcen, de Sidi Bel Abbès et de Saïda.
La station de dessalement de Tlemcen s'inscrit dans le cadre du programme national de dessalement de l'eau de mer, destiné à renforcer la sécurité hydrique du pays et à garantir un approvisionnement régulier en eau potable.

Z R.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'intégration locale comme moteur de croissance

Par S R

L'Algérie poursuit ses efforts pour mettre en place une industrie automobile intégrée, fondée sur le développement de la sous-traitance locale, la diversification des activités industrielles et le renforcement des capacités nationales de production. Avec près de 200 entreprises spécialisées dans la fabrication de pièces de rechange, d'accessoires, de lubrifiants et d'autres composants, le pays dispose d'un tissu industriel appelé à accompagner la montée en puissance de la production automobile.
Ce tissu constitue un levier pour renforcer la production locale et réduire la dépendance aux importations. « L'Algérie se dirige vers une industrie intégrée de production de véhicules », a affirmé jeudi le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, lors d'une visite de travail à Oum El Bouaghi. Il a rappelé qu'« il existe aujourd'hui en Algérie 200 entreprises de production de pièces de rechange, d'accessoires de véhicules, d'huiles et autres composants ».
Afin de renforcer leur contribution, son département élabore une base de données recensant les sous-traitants et leurs capacités. Celle-ci sera mise à la disposition des usines de véhicules pour faciliter les partenariats et accroître l'intégration locale. Farid Kourtel a également insisté sur la nécessité de garantir une production « conforme aux normes de qualité requises », tout en améliorant les performances industrielles et en maîtrisant les coûts, de manière à répondre aux exigences des constructeurs. Cette visite a été marquée par l'inauguration de plusieurs unités industrielles privées à Aïn M'lila. La première, spécialisée dans les filtres pour véhicules et machines industrielles, représente un investissement de 1,195 milliard de dinars et affiche une capacité de 3.000 filtres par jour. La seconde, dédiée aux huiles moteur et lubrifiants, a mobilisé 1,2 milliard de dinars, pour une capacité annuelle de 25.000 tonnes et la création de 207 emplois directs. Le ministre a aussi inspecté des unités de fabrication de pièces automobiles en plastique et en caoutchouc, ainsi que de plaquettes de frein. Au chef-lieu de wilaya, il a inauguré une unité de transformation plastique destinée à l'industrie pharmaceutique. Issue d'un investissement de 720 millions de dinars, elle produit 102 millions d'unités par an et emploie 90 travailleurs.
Face à cette dynamique, Farid Kourtel a souligné la nécessité d'« évaluer la situation des opérateurs économiques afin de les accompagner et de les soutenir », en raison de leur contribution à la base industrielle nationale et à l'augmentation du taux d'intégration. Il a ainsi appelé les industriels à renforcer leurs investissements, à privilégier les matières premières locales et à veiller à la qualité des produits comme à la maîtrise des prix, afin d'améliorer la compétitivité de la production nationale.
À Meskiana, le ministre a insisté sur l'exploitation du foncier industriel disponible au profit de l'investissement productif. La mobilisation de ces espaces constitue en effet un levier supplémentaire pour accueillir de nouveaux projets et élargir le réseau des fournisseurs locaux. Sur place, il a constaté la paralysie, depuis deux décennies, d'une unité textile aux équipements obsolètes, et a tranché : « Tenter de relancer l'usine avec ces installations ne donnerait pas les résultats escomptés ». Sa remise aux normes nécessitant 300 milliards de centimes, deux options sont à l'étude : mobiliser les fonds pour maintenir la filière, ou reconvertir le site vers une activité mieux adaptée aux besoins et aux matières premières de la région, en concertation avec le wali.
Pour concrétiser ce redéploiement, l'État mise sur la nouvelle législation, qui favorise l'attractivité des projets. « Le cadre légal est clair : la loi sur l'investissement ne fait aucune distinction entre un partenaire local et un partenaire étranger, ni entre un investisseur issu de la wilaya et un autre. Ce que nous recherchons, c'est un partenaire capable d'entrer en partenariat ou de prendre entièrement en charge le projet, dans le respect de la réglementation, afin de rentabiliser au mieux cet espace », a-t-il conclu.
Par ailleurs, Farid Kourtel a reçu, hier samedi, au siège du ministère, des représentants de l'entreprise TIRSAM, spécialisée dans la fabrication de véhicules et d'équipements industriels et agricoles. Les échanges ont porté sur l'avancement de son projet d'investissement et le taux d'intégration locale atteint, ainsi que sur la possibilité d'élargir ses activités à la production de voitures particulières ou de lancer un projet distinct dans ce domaine. À cet effet, l'entreprise mène des négociations avec des constructeurs internationaux en vue d'établir un partenariat pour développer une industrie intégrée de voitures particulières. Le ministre a insisté sur la nécessité d'augmenter le taux d'intégration locale et de renforcer le réseau national de sous-traitance afin de soutenir l'industrie nationale et de réduire la facture des importations.

CONFÉRENCE AFRICAINE DES START-UP 2026

Le ministre Ouadah préside une réunion en prévision de la 5e édition

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a présidé une rencontre préparatoire de la 5e édition de la Conférence africaine des start-up prévue les 5 et 7 décembre prochain à Alger, laquelle a réuni les ambassadeurs de pays africains et d'instances internationales accrédités en Algérie, indique, vendredi, un communiqué du ministère.
La rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour la 5e édition de la Conférence africaine des start-up, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sous le slogan "la Deeptech...Véritable défi", ajoute le communiqué.
Après l'allocution d'ouverture de M. Ouadah, un exposé exhaustif a été présenté sur les principales nouveautés de cette édition, axée sur le rôle de la deeptech dans le soutien au développement, le renforcement des capacités innovantes de l'Afrique, avec ce qu'elle offre comme opportunités pour réaliser une avancée qualitative dans les domaines technologiques stratégiques.
La Conférence sera "l'occasion pour évoquer les moyens de renforcer les dépenses et les efforts dans la recherche scientifique et le développement technologique pour parvenir à un maximum de start-up africaines basées sur la deeptech, et partant contribuer au renforcement de la souveraineté technologique du continent", ajoute le communiqué.

R E.

BANQUE D'ALGÉRIE

Les modalités d'exercice de l'affacturage par les banques fixées

La Banque d'Algérie a publié une instruction fixant les modalités pratiques d'exercice de l'affacturage par les banques et établissements financiers, en application des dispositions du règlement n 26-03 du 13 août 2026 relatif à l'exercice de cette activité.
Il s'agit de l'instruction n 09-2026 du 7 octobre, qui stipule que l'opération d'affacturage est initiée par une demande introduite par l'adhérent auprès du factor, précisant l'identification du débiteur ainsi que les éléments d'information nécessaires à l'évaluation de sa situation financière, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
L'affacturage, ou factoring, est une opération par laquelle l'adhérent transfère, dans le cadre d'une convention écrite avec effet subrogatoire, ses créances commerciales sur ses clients (débiteurs), à une banque ou à un établissement financier (factor) qui moyennant rémunération lui règle ferme le montant intégral de la créance transférée en supportant le risque de non-remboursement, explique le règlement, n 26-03.
"Préalablement à la conclusion de tout contrat d'affacturage entre l'adhérent et le factor, ce dernier doit procéder à l'évaluation de la situation de l'adhérent et du débiteur", selon l'instruction.
Les opérations d'affacturage sont réalisées sur la base d'un contrat d'affacturage écrit et signé par les deux parties, précise l'instruction, expliquant que le contrat d'affacturage doit inclure, au minimum, les clauses portant les informations liées notamment à la mention expresse "contrat d'affacturage" et l'identification des parties au contrat (notamment, nom et prénom de la personne physique / dénomination ou raison sociale de la personne morale, l'adresse du siège social, les signataires habilités).
De plus, le contrat d'affacturage doit également inclure des informations liées entre autres à l'objet du contrat d'affacturage, les modalités de subrogation, les droits et obligations des parties contractantes, les conditions de rémunération du factor, la durée du contrat d'affacturage, l'identification du ou des débiteurs, le plafond global d'engagement du factor et, le cas échéant, les plafonds individuels par débiteur, les conditions de résiliation du contrat ainsi que ses effets sur les créances ayant fait l'objet de financement et de subrogation. Le contrat doit aussi faire obligation à l'adhérent, d'informer le factor, sans délai, par écrit ou par tout autre moyen laissant trace écrite, dès qu'il a connaissance de tout événement ou circonstance susceptible d'affecter la capacité du débiteur à s'acquitter du montant de la créance ayant fait l'objet d'une opération d'affacturage, souligne l'instruction.
Par ailleurs, dans le cadre du transfert de créances, au titre d'un contrat d'affacturage, l'adhérent transmet au factor, selon les modalités convenues entre les parties, les factures ou tout autre document équivalent, objet de financement, accompagnées d'un bordereau récapitulatif permettant de les identifier.
Le factor doit procéder, avant tout transfert de créances, à la vérification de l'éligibilité des créances commerciales présentées à l'affacturage, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi qu'aux clauses du contrat d'affacturage, note la même source, ajoutant que les créances commerciales éligibles aux opérations d'affacturage sont celles détenues par les adhérents sur des débiteurs résidents en Algérie.
"Le transfert des créances emporte transmission au profit du factor, des droits et sûretés qui y sont attachés, conformément aux dispositions législatives en vigueur", indique l'instruction, notant que l'adhérent matérialise la subrogation, par l'établissement, en deux exemplaires, d'une quittance subrogative, pour chacune des factures ou de tout autre document équivalent financés.

R E.

RÉHABILITATION DU BARRAGE VERT

Plus de 42.000 ha plantés entre 2023 et 2026

Les superficies plantées dans le cadre du programme de réhabilitation et d'extension du Barrage vert ont atteint 42.376,36 hectares au titre des programmes 2023-2026, tandis que de nouvelles plantations sur plus de 34.000ha sont prévus pour 2026-2027, a appris l'APS auprès de la Direction générale des forêts (DGF).
A travers ce programme qui connait une "nette avancée", le secteur des forêts a fortement contribué au développement de l'arboriculture fruitière au profit des agriculteurs ruraux, dont 1,4 million d'oliviers et 1,1 million de caroubiers, outre des amandiers, oléastres, figuiers, châtaigniers, cerisiers et pistachiers durant cette période.
Pour la campagne 2026-2027, il est prévu de réaliser des plantations sur une superficie globale de 47.917 ha.
Les plantations prévues portent sur 38,8 millions de plants forestiers, fruitiers et pastoraux, dont 27,45 millions destinés au programme du Barrage vert correspondant à une superficie de 34.318 ha.
Ces opérations visent à restaurer les écosystèmes, à reconstituer le couvert végétal et à préserver la biodiversité, notamment dans les zones touchées par les incendies et les autres formes de dégradation.
La réalisation de ces programmes sera confiée aux entreprises publiques, notamment au Groupe de génie rural (GGR) et aux entreprises privées.
Les interventions porteront notamment sur la réhabilitation des paysages forestiers, des écosystèmes steppiques et sahariens, des nappes alfatières et des bassins versants, ainsi que sur le développement des zones de montagne.
Par ailleurs, le secteur des forêts poursuit la valorisation du domaine forestier national, notamment à travers le développement des forêts récréatives et l'attribution d'autorisations d'usage. A ce titre, 141 forêts récréatives ont été identifiées dans 31 wilayas, dont 77 attribuées, couvrant une superficie totale de 1.374 ha.

R E.

COMMERCIALISATION DES VIANDES ROUGES

Le Premier ministre préside une réunion du Conseil interministériel

Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions et orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, relatives à la régulation des prix de différents produits de large consommation et à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi, une réunion du Conseil interministériel, consacrée au suivi du dossier de la commercialisation des viandes rouges, indique un communiqué des services du Premier ministre.
Lors de cette réunion, tenue en présence des ministres concernés et avec la participation du secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et de représentants de la Fédération des viandes rouges, relevant de cette organisation, "les différentes préoccupations et propositions des représentants de cette filière ont été écoutées, notamment celles relatives à la disponibilité des viandes rouges en quantités suffisantes, de manière régulière et à des prix réglementés à la portée des consommateurs", précise la même source.

R E.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	355,00	0,00	0,00	0,67	7,57	7,32	1309	464 695,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,10	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1398,00	-0,14	-0,13	-0,18	7,54	7,65	3556	4 971 288,00
BIOPHARM	BIO	2 357,00	2357,00	0,00	-0,80	-5,45	6,35	7,21	270	636 390,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	1 999,00	1999,00	0,00	-0,18	-8,29	8,29	8,75	10035	20 059 965,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,31	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	2,33	5,67	1,24	7,78	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 19 اكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Octobre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg		أسعارالتجزئة[1] دج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	91	96	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	129	143	114	الطماطم	
	Oignon sec	80	86	73	البصل الجاف	
	Ail sec	834	908	759	الثوم الجاف	
	Carotte	130	141	119	الجزر	
	Navet	140	152	127	اللفت	
	Poivron	139	152	126	الفلفل الاخضر	
	Piment	153	168	137	الفلفل الحار	
	Courgette	152	164	139	الكوسة	
	Haricot vert	243	266	220	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	141	153	128	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	425	526	323	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	469	577	361	التمر	
	Raisin	317	366	267	العنب	
	Banane	538	561	514	الموز	
	Grenade	191	222	160	الرمان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2224	2338	2110	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	489	502	475	الدجاج	
	Œufs (Unité)	23	24	22	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	93	99	86	حليب البقر (لتر)	

ASSEMBLÉES ANNUELLES BANQUE MONDIALE- FMI, BANGKOK 2026

Afrique, Algérie et Méditerranée : investir sans perdre sa souveraineté

4e partie et fin

Par Kaci-Kacem AITYALLA, Fondateur de PACAH™, Président d'honneur du Cluster Digital Africa

Pour conclure notre série consacrée aux Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, une interrogation s'impose : comment l'Afrique, l'Algérie et l'espace méditerranéen peuvent-ils attirer les investissements internationaux, accélérer leur développement et conserver la maîtrise de leurs choix économiques, industriels et technologiques ?

Bangkok 2026 : financer le développement ne suffit plus

Les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, tenues à Bangkok du 12 au 18 octobre 2026, ont confirmé une évolution importante des politiques de développement.
- La mobilisation du capital privé, la création d'emplois, les infrastructures, la formation et l'intelligence artificielle occupent désormais une place centrale dans les orientations présentées.
- Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé avoir mobilisé 112 milliards de dollars de capitaux privés durant son exercice 2026. Il cherche également à élargir la participation des investisseurs institutionnels au financement des économies émergentes.
Ces chiffres témoignent d'une capacité de mobilisation financière. Ils ne signifient cependant pas que tous les projets annoncés sont réalisés ni que leurs retombées économiques sont déjà mesurables.
- La question fondamentale demeure : qui bénéficie réellement de l'investissement et qui conserve la maîtrise des moyens de production ?

L'Afrique : passer du financement à la création de valeur

– L'Afrique possède des ressources naturelles, énergétiques, humaines et économiques considérables.
Pourtant, une part importante de la valeur ajoutée associée à ses ressources et à ses marchés est encore produite ou captée à l'extérieur du continent.
L'enjeu n'est donc pas uniquement d'attirer davantage de capitaux, mais de transformer les investissements en capacités industrielles, en compétences, en emplois qualifiés et en entreprises durables.
Le développement des infrastructures énergétiques, des transports, des réseaux numériques et des centres de données représente une opportunité majeure.
Mais construire une infrastructure ne suffit pas. Il faut également disposer des compétences pour l'exploiter, des moyens pour l'entretenir et de la capacité de décider de son évolution.
Un investissement peut être bénéfique sans être intégralement national. La souveraineté ne signifie pas nécessairement tout posséder ou tout produire soi-même.
Elle suppose cependant de connaître ses dépendances, de pouvoir les maîtriser et de conserver une capacité réelle de choix.
« Le véritable progrès commence lorsque l'investissement extérieur renforce les capacités locales au lieu de créer une dépendance permanente. »

L'Algérie : transformer ses atouts en puissance productive

L'Algérie dispose de plusieurs avantages : ressources énergétiques, position géographique méditerranéenne, infrastructures, universités, ingénieurs, marché intérieur et communauté de compétences à l'international.
Ces atouts pourraient soutenir une stratégie de développement fondée sur la transformation industrielle, les technologies numériques et les services à forte valeur ajoutée.
Trois orientations paraissent prioritaires.
– La première consiste à renforcer les liens entre les entreprises et les établissements d'enseignement et de formation, afin d'adapter les compétences aux besoins économiques réels.
– La deuxième vise à encourager les partenariats industriels et technologiques permettant aux entreprises algériennes de progresser dans la conception, la production, la maintenance et l'exportation.
– La troisième concerne la mobilisation de la diaspora, non seulement comme source potentielle de financement, mais également comme réseau de compétences, de partenaires et d'accès aux marchés internationaux.
« L'objectif doit être de passer progressivement de l'importation de solutions à la participation à leur conception et à leur exploitation. »

La Méditerranée : un espace de coopération à reconstruire

L'espace méditerranéen réunit des économies complémentaires.
Au nord, des capacités industrielles, scientifiques, financières et technologiques importantes. Au sud, des ressources, des compétences, des besoins d'équipement et des perspectives de développement considérables.
La coopération pourrait notamment se renforcer autour de l'énergie, de l'agro-industrie, de la formation, des infrastructures numériques et de l'intelligence artificielle.
Mais elle doit reposer sur des intérêts réciproques, des engagements équilibrés et des résultats mesurables.
Pour les entreprises, cela signifie rechercher des partenariats qui ne se limitent pas à la vente d'équipements ou à la sous-traitance, mais qui favorisent aussi le transfert de savoir-faire, la recherche appliquée et la création de valeur partagée.
La diaspora africaine peut jouer un rôle de passerelle entre ces différents écosystèmes.

Intelligence artificielle : une nouvelle question de souveraineté

L'avènement de l'intelligence artificielle modifie profondément les conditions de la souveraineté économique.
Derrière les applications se trouvent des infrastructures de calcul, des centres de données, des logiciels, des modèles, des réseaux et des fournisseurs spécialisés.
– Un pays peut posséder des équipements informatiques sans maîtriser les technologies nécessaires à leur fonctionnement.
– Il peut également héberger ses données sur son territoire tout en dépendant d'acteurs extérieurs pour les traiter, les exploiter ou maintenir ses systèmes en service.
– La souveraineté numérique ne peut donc pas se résumer à la localisation géographique des serveurs.
« Elle implique de s'interroger sur la propriété, le contrôle, les dépendances technologiques, la capacité de remplacer un fournisseur, la continuité des services et l'autorité sur les décisions. »
Pour les entreprises africaines, ces questions deviendront aussi importantes que le coût des équipements ou la rentabilité immédiate d'un investissement.

La contribution PACAH™ : mesurer la souveraineté plutôt que la proclamer

Notre veille PACAH™ des Assemblées de Bangkok conduit à proposer une approche complémentaire aux orientations financières internationales.
– PACAH™ développe le concept de Souveraineté Augmentée™, fondé sur une collaboration entre l'humain et l'intelligence artificielle dans laquelle la technologie renforce les capacités d'analyse et d'action sans se substituer à l'autorité décisionnelle humaine.
– Cette réflexion s'accompagne de PACAH-ISE-001, un "Indice de Souveraineté Effective™" destiné à examiner neuf dimensions : données, infrastructures, calcul, modèles, logiciels, mémoire, agents, gouvernance et décision.
Il s'agit d'une méthodologie PACAH™ évolutive, en développement continu et à éprouver sur des cas précis.
Son ambition est simple : aider les organisations à identifier leurs dépendances réelles et à mieux évaluer leurs marges de manœuvre.
Dans cette perspective, les investissements dans l'intelligence artificielle, les data centers ou les plateformes numériques devraient être appréciés non seulement selon leur coût et leur rentabilité, mais également selon la maîtrise qu'ils procurent à leurs utilisateurs.

Ce que les chefs d'entreprise doivent retenir

Avant d'engager un investissement stratégique, cinq questions méritent d'être posées :
* Qui finance et qui possède réellement l'infrastructure ?
* Qui contrôle les données, les logiciels et les conditions d'exploitation ?
* Peut-on remplacer un fournisseur sans interrompre l'activité ?
* Quelles compétences et quelle valeur ajoutée seront développées localement ?
* Qui conserve l'autorité sur les décisions engageant l'entreprise ?
Ces questions ne s'opposent pas à l'investissement international. Elles permettent au contraire de construire des partenariats plus solides et plus durables.

Conclusion : De Bangkok à l'avenir économique africain

Au terme de cette série, un enseignement se dégage : les capitaux, les infrastructures et les technologies sont indispensables au développement, mais leur disponibilité ne garantit pas à elle seule la prospérité.
… L'Afrique, l'Algérie et la Méditerranée ont intérêt à construire une coopération économique ouverte, fondée sur l'investissement productif, la formation, l'innovation et la responsabilité.
La souveraineté ne doit pas être confondue avec l'isolement. Elle représente la capacité de coopérer librement, de comprendre ses dépendances et de préserver son pouvoir de décision. « L'enjeu n'est pas de choisir entre investissement international et souveraineté. Il est de faire de l'investissement un instrument de souveraineté et de développement durable. »
C'est dans cet esprit que nous concluons notre veille des Assemblées annuelles 2026 de la Banque mondiale et du FMI. La souveraineté ne se déclare pas. Elle se mesure, se construit et se démontre.

Note: Publication réalisée avec l'appui de la veille PACAH™ et d'une collaboration humain-intelligence artificielle, sous responsabilité éditoriale humaine.

TIZI-OUZOU

Coup d'envoi du Festival de la plaquemine à Mechtras

La 12e édition du Festival de la plaquemine, visant à promouvoir la culture et la valorisation de ce fruit automnal, s'est ouverte jeudi à Mechtras, au sud de Tizi-Ouzou, organisée par l'association culturelle Tala N Ugellidh.
Abritée par le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) Messaoudi-Essaïd, cette manifestation a rassemblé cette année près de 200 participants, entre agriculteurs, pépiniéristes, artisans et organismes publics, faisant de ce rendez-vous l'un des plus importants de la région dédié à la valorisation des produits agricoles et du patrimoine culturel, a-t-on appris auprès des organisateurs. Une forte affluence de visiteurs est également enregistrée dès cette première journée.
La plaquemine, également appelée kaki, occupe une place importante dans le paysage agricole et culturel de Mechtras et de ses environs. Ce fruit, qui mûrit à l'arrivée de l'automne, est réputé pour sa saveur douce et sa richesse en éléments nutritifs. Sa culture constitue aujourd'hui un véritable atout économique pour de nombreux agriculteurs de la région, qui en ont fait l'un des symboles de leur identité et de leur savoir-faire. D'autres produits du terroir et de l'artisanat local sont également présentés tout au long de la manifestation.
La pulpe orange, fondante et sucrée de la plaquemine, est majoritairement consommée nature, très appréciée des consommateurs pour sa douceur naturelle. Par ailleurs, certains producteurs procèdent à sa transformation en confiture notamment en cas de surproduction, toutefois le séchage reste encore très peu pratiqué.
Pendant trois jours, le public pourra découvrir notamment une exposition-vente de plaquemines et de produits du terroir, des animations culturelles, des représentations théâtrales et des rencontres. L'élection de "Miss Plaquemine" (concours de beauté qui a pour thème la plaquemine), la sélection de la première photo sous le thème de la plaquemine et la remise de trophées aux meilleurs producteurs figurent également au programme de cette 12e édition.
Le festival constitue un rendez-vous annuel incontournable pour les producteurs et les habitants de la région. Il vise à valoriser la plaquemine et à promouvoir les richesses du terroir local, tout en préservant et transmettant le patrimoine culturel et les traditions de la région, soulignent les organisateurs.

SAÏDA

Formation de 15 guides touristiques aux premiers secours

Une session de formation aux premiers secours au profit de 15 guides touristiques a pris fin jeudi dans la wilaya de Saïda, a-t-on appris auprès de la Chambre du tourisme et de l'artisanat, initiatrice de cette formation.
La cérémonie de clôture de cette session, organisée en coordination avec les services de la Protection civile durant cinq jours, a été présidée par le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Farès Hadj-Mimoun, en présence du capitaine Mimoun Abrou, chargé de la formation au niveau de la direction de la Protection civile.
Au cours de cette formation, les participants ont acquis des connaissances théoriques et pratiques sur les principes fondamentaux des premiers secours, ainsi que sur les méthodes d'intervention face aux situations d'urgence susceptibles de survenir dans le cadre de leur activité professionnelle, a indiqué la même source.
Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités des guides touristiques et à leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires pour intervenir rapidement en cas d'urgence et apporter l'assistance requise dans les situations critiques, contribuant ainsi à garantir la sécurité des touristes et à améliorer la qualité des services touristiques proposés.

R E.

ANNABA

Coup d'envoi de la campagne labours semailles 2026/2027

Le coup d'envoi de la campagne labours semailles de la saison agricole 2026-2027 dans la wilaya d'Annaba a été donné jeudi au niveau d'une exploitation agricole privée dans la région de Sidi Moussa dans la commune de Cheurfa.

Le lancement de la campagne a été ainsi présidé par le wali, Abdelkrim Lamouri en présence des autorités locales, des cadres du secteur agricole, des responsables des conseils interprofessionnels et des agriculteurs.
La surface globale réservée cette saison à la céréaliculture atteint dans la wilaya 13.362 hectares dont 6.905 hectares pour le blé dur, 5.520 pour le blé tendre, 765 hectares pour l'orge et 72 pour l'avoine, a précisé à l'APS la directrice des services agricoles, Chinaz Amira Zaïdi.
La récolte ainsi prévue par les services agricoles pour cette nouvelle saison est estimée à 336.670 quintaux, selon la même responsable qui a considéré que le succès de la saison repose sur l'accompagnement des agriculteurs, le développement des méthodes de culture, une mécanisation accrue et l'intensification des activités de vulgarisation et de formation pour améliorer les rendements et développer les filières stratégiques.
Le lancement de la campagne s'est déroulé parallèlement à la célébration de la journée mondiale de l'alimentation (16 octobre) sous le slogan "innover aujourd'hui pour nourrir demain", de la 33ème journée nationale de la vulgarisation agricole (1 octobre) sous le slogan "vers une agriculture moderne : la mécanisation guide le développement, la vulgarisation accompagne le changement" et la journée internationale de la femme rurale (15 octobre) sous le slogan "l'autonomisation de la femme rurale, un investissement dans la famille et son avenir".
L'occasion a donné lieu à l'organisation d'une exposition des produits agricoles locaux des différentes filières avec une mise en exergue de l'importance de la mécanisation, de l'innovation et de la formation pour la transition vers une agriculture moderne et durable.
En marge de ces activités, le wali a présidé la remise d'actes de concession agricole à plusieurs investisseurs dans la région dans le cadre des efforts de d'assainissement du foncier agricole et d'appui à la stabilisation des investisseurs et leur accompagnement pour développer leurs activités productives.

APS

MASCARA

Mise en lumière du rôle de l'IA dans le soutien au développement et la promotion du savoir

Des enseignants universitaires et des chercheurs participant à une rencontre nationale consacrée au thème " L'intelligence artificielle, une technologie au service du développement et du savoir ", organisée jeudi à l'université Mustapha-Stambouli de Mascara, ont souligné l'importance de l'intelligence artificielle (IA) dans l'accélération du développement économique et l'amélioration de la qualité de l'enseignement.
Dans ce contexte, le professeur Mohamed Tahir, de l'université de Sétif, a expliqué que l'IA était devenue, ces dernières années, un outil technologique efficace dans différents domaines de la vie, notamment dans le secteur économique, grâce à sa contribution à l'amélioration de la productivité industrielle et au développement des activités agricoles, ce qui, a-t-il souligné, " permet d'accélérer le rythme du développement économique ".
Il a ajouté que cette technologie moderne ouvrait de nouvelles perspectives prometteuses pour encourager l'innovation au sein des start-up et favoriser l'émergence de projets innovants, notamment ceux issus des universités et des centres de recherche scientifique.
De son côté, le professeur Brahim Menouar, de l'université Constantine 1, a souligné que l'IA constituait un outil stratégique au service du développement économique, en favorisant l'innovation et le développement des chaînes de production au sein des entreprises économiques, ainsi qu'en permettant d'analyser rapidement et avec précision les données et les informations relatives à leurs activités.
Pour sa part, le professeur Samir Bechmani, de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) d'Alger, a indiqué que l'intelligence artificielle était susceptible d'améliorer la qualité de l'enseignement, en accélérant l'acquisition des connaissances et en facilitant l'accès à une quantité importante d'informations dans diverses disciplines scientifiques et dans différentes langues.

R E.

MILA

Lancement prochain de 7 projets de raccordement au réseau de gaz naturel

Les travaux de réalisation de sept (7) projets de raccordement au réseau de gaz naturel des mechtas de plusieurs communes de la wilaya de Mila seront "prochainement" lancés, a-t-on appris jeudi auprès des services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.
Le chef du service de communication de cette direction, Reda Fergani a précisé à l'APS que ces projets, financés par les programmes publics d'amélioration du cadre de vie des citoyens, visent à raccorder plus de 650 foyers au réseau de distribution de gaz naturel.
Les communes concernées sont Grarem Gouga où 50 foyers des mechtas Bateha et Ain Defla seront desservis et Rouached où 121 foyers des mechtas Amamra Gaa El-Kef et Ouled Saâda seront raccordés, selon la même source.
Ces projets concernent aussi 151 foyers de la mechta Bourouche (commune d'Amira Arrès), 33 foyers des mechtas Baghla et Kehala (commune d'Oued Endja) et 36 foyers de la mechta Bir Boukchiche (commune de Teleghema), a ajouté la même source.
Cette énergie sera également acheminée à 146 foyers de la mechta Brawak dans la commune de Minar Zerza et à 115 foyers de la mechta El Ma Labiod de la commune de Tadjenanet.
Les services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz parachèvent actuellement les procédures administratives requises pour ces projets dont les travaux seront lancés dans les quelques prochains jours, a-t-on indiqué.

APS

SIDI BEL-ABBÈS

Plusieurs opérations réalisées pour développer le réseau de transport à travers différentes communes

La wilaya de Sidi Bel-Abbès a enregistré récemment la réalisation de plusieurs opérations de développement visant à renforcer les infrastructures de transport et de travaux publics et à consolider le cadre de vie des citoyens à travers différentes communes de la wilaya, a-t-on appris jeudi, en marge des travaux de la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Le président de la commission des travaux publics et des transports de l'APW de Sidi Bel-Abbès, Abdelkader Bouche, a précisé que le secteur des travaux publics a bénéficié d'une enveloppe de 630 millions de dinars (DA), destinée à la réhabilitation des routes endommagées par les inondations et au désenclavement de plusieurs zones rurales. Ces opérations portent sur l'entretien du chemin de wilaya (CW) n 50, reliant les douars " Ouled Saleh " et " Berrent ", ainsi que sur la réhabilitation des voies menant aux douars " El Kef " et " Ibn Abdallah ", dans la commune d'Aïn El Berd, sur un linéaire total de 4 kilomètres. Le programme comprend également l'entretien du chemin communal reliant les villages de " Zelifa " et " Zaouia ", sur une distance de 3 kilomètres, la remise en état d'un tronçon de 2 kilomètres du CW n 25, reliant la localité de Makedra au douar " El Gaada ", ainsi que la réhabilitation du CW n 80, reliant Sidi Bel-Abbès à Tilmouni. S'agissant des grands axes routiers, M. Bouche a souligné la réception du premier tronçon du projet de dédoublement de la route nationale (RN) n 13, reliant Sidi Bel-Abbès à Telagh. Par ailleurs, des travaux d'éclairage ont été réalisés à l'entrée nord de la wilaya, le long de la RN 13, tandis qu'un rond-point a été aménagé sur le même axe, dans la commune de Sidi Brahim, afin de renforcer la sécurité routière.

R E.

AU TEMPS DE ''JEDDI ATHMANE''

Quand le développement rural incarnait les principes de la durabilité

La guerre, le chaos du dollar et la flambée des prix du pétrole ont alimenté l'inflation des années 1970. Les travailleurs et l'État-providence ont été tenus pour responsables. Alors que la guerre fait à nouveau grimper les prix du pétrole, cette histoire continue de limiter notre perception de ce que la société peut se permettre.

Par Rédaction nationale

À l'heure où les économies contemporaines cherchent à concilier croissance économique, préservation de l'environnement et sécurité alimentaire, le monde rural d'autrefois mérite une relecture à la lumière des enjeux actuels du développement durable.

Dans son dernier roman Moukalama maa Jeddi Athmane («Un appel avec mon grand-père Athmane»), l'écrivain et docteur en management Djamel Guemache propose, à travers un dialogue entre les générations, une réflexion sur les transformations de la société, les modes de vie et les conséquences environnementales du progrès moderne.

Au-delà de sa dimension littéraire, le récit invite à s'interroger sur un modèle de développement rural dont certaines pratiques rejoignent les principes aujourd'hui défendus par l'économie verte. Une économie rurale fondée sur l'équilibre avec la nature. À l'époque de Jeddi Athmane, la terre n'était pas simplement un facteur de production : elle constituait un patrimoine à préserver et à transmettre.

L'agriculture, l'élevage, les jardins familiaux et l'exploitation raisonnée des ressources naturelles s'inscrivaient dans un mode de vie où l'être humain entretenait une relation directe avec son environnement. Les déchets organiques pouvaient être valorisés comme fertilisants naturels, les ressources locales occupaient une place essentielle dans la vie quotidienne et les cycles de la nature rythmaient les activités agricoles. Ces pratiques, issues de l'expérience et transmises de génération en génération, rejoignent plusieurs principes de l'économie circulaire : réduire les déchets, réutiliser les ressources et limiter la dépendance aux intrants industriels. Il ne s'agit pas d'idéaliser le passé ni de nier ses difficultés, mais de reconnaître la valeur économique et écologique de certains savoir-faire ruraux, longtemps considérés comme ordinaires et désormais redécouverts sous le prisme de la durabilité.

De la biodiversité à la sécurité alimentaire

L'un des enseignements majeurs de cette réflexion concerne la diversité biologique. Les paysages ruraux traditionnels abritaient une grande variété de plantes, d'arbres fruitiers, de cultures et d'espèces animales. Cette diversité contribuait à la résilience des systèmes agricoles et constituait une richesse naturelle, économique et culturelle. Dans le monde contemporain, la disparition de certaines espèces, la dégradation des sols, la pollution des eaux et la multiplication des épisodes de sécheresse fragilisent les équilibres écologiques.

Dans les extraits de son roman, le Dr Guemache, également enseignant universitaire, évoque notamment la raréfaction des abeilles, la dégradation des milieux naturels et les menaces pesant sur les ressources hydriques. Ces préoccupations dépassent la seule question environnementale. Elles concernent directement la productivité agricole, la pérennité des exploitations, les revenus des ménages ruraux et la capacité des territoires à assurer leur sécurité alimentaire.

La préservation des pollinisateurs, la protection des sols et la gestion responsable de l'eau doivent ainsi être considérées comme des investissements économiques à long terme, et non comme de simples dépenses consacrées à la protection de la nature.

Une alimentation plus proche des ressources locales

Le monde rural évoqué dans le récit de Jeddi Athmane renvoie également à une alimentation davantage liée aux productions locales et aux saisons. Les jardins familiaux, les fruits, les légumes, les légumineuses et les produits agricoles du terroir contribuaient à une certaine autonomie alimentaire. Cette proximité entre production et consommation peut favoriser la valorisation des ressources locales, la transmission des savoir-faire culinaires et la diversification des habitudes alimentaires.

Elle offre également des perspectives économiques : transformation agroalimentaire, commercialisation des produits du terroir, développement des circuits courts et création d'activités génératrices de revenus.

Pour l'Algérie, dont les territoires ruraux possèdent une diversité remarquable de produits agricoles et de traditions alimentaires, cette approche représente un levier de développement. La valorisation économique des produits locaux peut contribuer à renforcer les revenus des producteurs, à soutenir les petites entreprises rurales et à préserver un patrimoine culturel souvent sous-estimé. Une alimentation saine ne dépend toutefois pas uniquement de son origine géographique : elle suppose aussi la diversité nutritionnelle, la qualité sanitaire des aliments et un accès régulier à une nourriture suffisante et équilibrée.

Le patrimoine rural, un capital économique pour l'Algérie

L'une des erreurs fréquentes dans l'analyse du développement économique consiste à considérer le patrimoine rural uniquement sous l'angle culturel ou folklorique. Or, les savoir-faire agricoles, les semences locales, les plantes médicinales, les pratiques de conservation des aliments et les connaissances liées aux cycles naturels constituent un véritable capital immatériel.

Leur valorisation peut générer des activités économiques, renforcer l'autonomie des territoires et contribuer à la diversification de l'économie nationale. Dans de nombreuses régions algériennes, notamment en Kabylie, les populations ont historiquement développé des formes d'organisation fondées sur la complémentarité entre agriculture, élevage, arboriculture et exploitation raisonnée des ressources disponibles.

Les produits issus de l'olivier, du figuier, des jardins familiaux et de diverses plantes locales témoignent de cette relation entre le territoire, l'activité économique et les habitudes alimentaires. Ce patrimoine représente aujourd'hui une opportunité pour les entreprises agroalimentaires, les coopératives agricoles et les jeunes entrepreneurs. La transformation locale des produits, leur conditionnement, leur certification et leur commercialisation peuvent permettre de conserver une part plus importante de la valeur ajoutée au sein des territoires producteurs. L'enjeu ne consiste donc pas uniquement à vendre davantage de produits agricoles, mais à construire des chaînes de valeur locales capables de créer des emplois durables.

Un produit du terroir bénéficiant d'une transformation maîtrisée, d'une identité territoriale reconnue et d'une stratégie commerciale adaptée peut générer davantage de valeur qu'un produit vendu sans transformation. La question de l'exportation mérite également une attention particulière. Les produits algériens disposant d'une identité géographique forte peuvent trouver des débouchés sur les marchés internationaux, à condition de répondre aux exigences sanitaires, aux normes de qualité, à la traçabilité et aux attentes des consommateurs.

La préservation des méthodes traditionnelles peut alors devenir un avantage concurrentiel, à condition de l'associer aux standards modernes de production et de commercialisation.

De l'héritage de Jeddi Athmane à l'économie verte

Le dialogue intergénérationnel présent dans Moukalama maa Jeddi Athmane soulève une question essentielle : le progrès technologique garantit-il nécessairement une amélioration de la qualité de vie ? Les innovations ont permis des avancées considérables dans les domaines de la production, du transport, de la médecine et de la communication. Cependant, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une gestion responsable des ressources, elles peuvent également contribuer à l'augmentation des déchets, à la pollution des eaux, à la dégradation des sols et à la pression exercée sur les écosystèmes. L'opposition entre tradition et modernité ne constitue donc pas la bonne manière d'aborder le problème.

Le véritable défi est de déterminer quelles pratiques du passé peuvent être adaptées aux besoins actuels et quelles innovations peuvent contribuer à corriger les déséquilibres du modèle de développement contemporain.

La valorisation des déchets organiques en compost peut réduire une partie du recours aux fertilisants industriels et améliorer la gestion de la matière organique des sols. De même, l'irrigation raisonnée, la récupération des eaux pluviales lorsque les conditions le permettent et l'adoption de cultures adaptées aux contraintes climatiques peuvent contribuer à une utilisation plus efficace de l'eau.

Ces mesures possèdent une dimension environnementale, mais également une dimension économique directe. Une meilleure gestion des ressources peut limiter certaines pertes, améliorer la résilience des exploitations agricoles et réduire leur vulnérabilité face aux sécheresses ou aux fluctuations des coûts de production. La question de l'alimentation illustre également cette nécessité de réconcilier économie et santé. La disponibilité de produits frais et diversifiés, l'éducation nutritionnelle et l'amélioration des conditions de conservation et de distribution contribuent à la qualité de l'alimentation. En parallèle, le développement de filières locales performantes peut réduire certaines pertes après récolte et améliorer l'accès des consommateurs aux produits agricoles.

Réinventer le développement rural

Le véritable enjeu n'est pas de reproduire à l'identique les conditions de vie d'autrefois, mais d'associer les connaissances traditionnelles aux innovations scientifiques et technologiques contemporaines. L'agriculture de précision, les systèmes d'irrigation économes en eau, la valorisation des déchets organiques, les énergies renouvelables et les techniques modernes de conservation des aliments peuvent renforcer les avantages des pratiques rurales traditionnelles, tout en répondant aux exigences actuelles de productivité et de compétitivité. Cette complémentarité ouvre des perspectives pour l'entrepreneuriat rural, l'emploi des jeunes, la diversification économique des villages et la réduction des disparités territoriales. Elle peut également contribuer à limiter l'exode rural en offrant de nouvelles opportunités professionnelles aux populations locales. Le développement rural durable doit donc être pensé comme une politique économique intégrée, reliant agriculture, environnement, santé publique, formation, innovation et valorisation des produits du terroir. Une telle approche exige des politiques publiques cohérentes, des infrastructures adaptées, un accès au financement et un accompagnement des producteurs. Les universités, les collectivités locales, les entreprises et les associations ont également un rôle à jouer dans la transmission des connaissances et la promotion de nouvelles pratiques. La littérature peut, elle aussi, participer à cette transformation.

Un roman ne remplace ni une étude économique ni une recherche scientifique, mais il peut rendre leurs enjeux plus accessibles en les inscrivant dans une expérience humaine, une mémoire collective et un dialogue entre générations.

Jeddi Athmane, une mémoire tournée vers l'avenir

À travers ce roman, Djamel Guemache, auteur également de Bien-être sanitaire, plantes médicinales et de La sécurité alimentaire, donne une dimension humaine à des problématiques souvent abordées uniquement sous l'angle technique ou statistique. Le dialogue entre le grand-père et son petit-fils confronte deux visions du monde : celle d'une société proche de ses ressources naturelles et celle d'une modernité dont les progrès peuvent aussi produire des déséquilibres. Le personnage de Jeddi Athmane ne représente pas nécessairement un modèle économique parfait. Il incarne plutôt une mémoire des pratiques, des valeurs et des équilibres que le développement contemporain gagnerait à réexaminer.

Dans un contexte marqué par le changement climatique, la pression sur les ressources hydriques et les défis de la sécurité alimentaire, cette mémoire prend une signification nouvelle. Elle rappelle qu'un territoire ne se développe durablement que lorsqu'il protège les ressources qui rendent son développement possible. L'expérience rurale d'hier peut ainsi nourrir une réflexion moderne sur la croissance, l'entrepreneuriat, la valorisation des produits du terroir et la préservation du capital naturel. C'est peut-être là l'une des leçons économiques essentielles que l'on peut retenir du monde de Jeddi Athmane : faire du patrimoine rural non pas une nostalgie du passé, mais une ressource stratégique pour construire l'avenir.

GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

QatarEnergy signe deux accords à long terme avec l'américaine Cheniere

QatarEnergy a signé deux accords à long terme avec la société américaine Cheniere pour l'achat de jusqu'à quatre millions de tonnes par an de gaz naturel liquéfié provenant des installations de Cheniere à Sabine Pass, dans l'État de Louisiane, et à Corpus Christi, dans l'État du Texas, sur la côte du Golfe américain.
QatarEnergy a précisé, dans un communiqué publié aujourd'hui, qu'en vertu des deux contrats d'achat et de vente, les livraisons de gaz naturel liquéfié s'effectueront sur la base « franco à bord (FOB) », et qu'elles devraient débuter à partir de l'année 2031 pour se poursuivre jusqu'en 2054.
Les deux accords ont été signés par Son Excellence M. Saad bin Sherida Al Kaabi, ministre d'État pour les Affaires de l'énergie, président-directeur général de QatarEnergy, et M. Jack Fusco, président du conseil d'administration et président-directeur général de la société Cheniere.
À cette occasion, Son Excellence le ministre Saad bin Sherida Al Kaabi a déclaré : « La signature de ces deux accords constitue une étape importante dans notre stratégie relative au gaz naturel liquéfié. Cette transaction à long terme contribuera au développement et à la diversification de notre portefeuille mondial de gaz naturel liquéfié, ainsi qu'au renforcement de notre capacité à répondre aux exigences des marchés. »
Il a ajouté : « Ces volumes supplémentaires viennent compléter les approvisionnements actuels de QatarEnergy en gaz naturel liquéfié, et renforcent la diversité de notre portefeuille d'approvisionnement et de négoce, tout comme notre capacité à satisfaire les besoins de nos clients à travers le monde. »
QatarEnergy a confirmé que ces deux accords reflètent sa confiance continue dans le rôle du gaz naturel liquéfié au sein du mix énergétique mondial à long terme, ainsi que son engagement à poursuivre le développement d'un portefeuille diversifié et compétitif de gaz naturel liquéfié.

R I.

AUTOMOBILE

L'allemand Scherdel explore les possibilités d'investissement en Tunisie

En Tunisie, l'industrie automobile contribue à hauteur de 4 % au PIB et repose largement sur les exportations vers l'Europe. Cette intégration aux chaînes de valeur européennes renforce l'attractivité du pays pour les équipementiers étrangers souhaitant y développer leurs activités.

Le groupe industriel allemand Scherdel, spécialisé dans la fabrication de ressorts techniques, de composants métalliques de précision et de systèmes d'assemblage destinés notamment à l'industrie automobile, poursuit sa prospection en Tunisie.
Le 19 octobre 2026, une délégation de l'entreprise a rencontré l'Association tunisienne de l'industrie automobile (TAA), avec l'appui de la Chambre tuniso-allemande de l'industrie et du commerce (AHK Tunisie) et en collaboration avec la GIZ Tunisie. Selon un communiqué publié sur le site de la TAA, les échanges ont porté sur la valorisation des capacités de production locales et les possibilités de partenariat avec les fabricants tunisiens de composants automobiles.
Cette visite fait suite à une première mission exploratoire menée en janvier 2026, au cours de laquelle Scherdel avait rencontré l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA-Tunisia) pour s'informer sur les opportunités d'investissement, les compétences disponibles et les incitations offertes aux investisseurs. Pour l'heure, aucune décision d'investissement ni aucun projet d'implantation n'ont été annoncés.

L'Allemagne, un débouché majeur pour les composants automobiles tunisiens

L'intérêt de Scherdel pour le marché tunisien s'inscrit dans un contexte de liens commerciaux étroits entre la Tunisie et l'Allemagne dans le secteur des composants automobiles.
L'Allemagne constitue en effet le premier débouché des exportations tunisiennes de la filière, ce qui témoigne de l'intégration des industriels locaux aux chaînes de valeur européennes.
Selon la TAA, les exportations du secteur automobile tunisien ont atteint environ 3,9 milliards d'euros en 2025. L'Allemagne en a absorbé 37 %, devant la France (21 %), la Roumanie (12 %) et l'Italie (11 %).
Cette orientation des échanges vers le marché allemand constitue un élément de contexte pour comprendre l'intérêt potentiel de la Tunisie pour un équipementier comme Scherdel. Une implantation locale pourrait lui permettre d'examiner les possibilités de partenariat avec des fabricants tunisiens et de s'insérer dans un écosystème industriel tourné vers les marchés européens. La rencontre avec la TAA s'inscrit dans cette perspective, sans que les motivations précises du groupe aient été rendues publiques.

La Tunisie renforce les atouts de sa filière automobile

Au-delà de ces débouchés commerciaux, l'intérêt de Scherdel pour le marché tunisien intervient alors que les autorités multiplient les initiatives pour renforcer l'attractivité de la filière automobile.
L'un des derniers exemples remonte au 23 juin 2026, lorsque le ministère tunisien de l'Emploi a annoncé des accords avec l'Association tunisienne de l'industrie automobile (TAA) et six entreprises du secteur, dont Marquardt, Coficab et Nexans Autoelectric Tunisie. Ces accords visent le recrutement d'environ 1 700 demandeurs d'emploi en 2026, tandis que les autorités ambitionnent d'atteindre 60 000 emplois dans le secteur à l'horizon 2030. Cette initiative traduit la volonté d'adapter les ressources humaines aux besoins des équipementiers automobiles.
La Tunisie mise également sur le développement de ses infrastructures industrielles. Inscrit dans le pacte de compétitivité de l'industrie automobile couvrant la période 2022-2027, le projet Automotive Smart City fait toujours l'objet de travaux préparatoires. Lors d'une réunion tenue le 3 avril 2026 au ministère de l'Industrie, les parties prenantes ont précisé les contours du projet, qui vise notamment à attirer environ 1 milliard de dinars (335 millions de dollars) d'investissements dans la fabrication de véhicules électriques et intelligents, ainsi que 300 millions de dinars pour deux projets spécialisés dans les composants automobiles. Ces montants correspondent à des objectifs annoncés, et non à des investissements déjà réalisés.
En agissant à la fois sur les compétences et sur les capacités d'accueil industriel, les autorités tunisiennes cherchent à consolider l'environnement dans lequel les équipementiers étrangers pourraient développer leurs activités. Reste à savoir si ces atouts commerciaux et industriels conduiront Scherdel à concrétiser un projet en Tunisie.

FORUM EGYPTE 2026

Le gouvernement dévoile les grandes lignes du «Programme national de transformation économique»

Ce programme devrait prendre le relais du programme de réformes économiques conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), dont l'achèvement est prévu à la mi-décembre 2026. Il vise à définir les priorités économiques de l'Egypte jusqu'en 2030.
Le ministre égyptien de la Planification, Ahmed Rostom, a présenté les grandes lignes du « Programme national de transformation économique » lors d'une séance organisée dans le cadre de la quatrième journée du Forum Egypte 2026, selon un communiqué du ministère, vendredi 23 octobre.
Ce programme devrait prendre le relais du programme de réformes économiques conclu avec le Fonds monétaire international (FMI), dont l'achèvement est prévu à la mi-décembre 2026. Il vise à définir les priorités économiques de l'Egypte jusqu'en 2030.

« Programme national de transformation économique » : 3 piliers, 40 objectifs

Lors de la séance, Ahmed Rostom a mis l'accent sur les trois piliers du programme, dont « le premier consiste à consolider la stabilité, à renforcer la résilience et à améliorer la qualité de la croissance. Le deuxième vise à favoriser la participation du secteur privé à la croissance et à la productivité. Le troisième a pour objectif d'améliorer la qualité de vie des citoyens en leur offrant des emplois décents, des revenus adéquats et de meilleurs services ».
« Le programme comprend quatre axes principaux, 40 objectifs et 185 mesures clés, ainsi que 20 réformes législatives et 25 réformes institutionnelles. Sa mise en œuvre sera évaluée à l'aide de 150 indicateurs de performance », a ajouté Rostom.
Le ministre a précisé que « le programme vise à consolider la stabilité macroéconomique et la viabilité des finances publiques, à respecter le plafond de la dette, à mobiliser davantage de recettes et à améliorer l'efficacité des dépenses publiques ».
Il prévoit également de « réduire l'inflation et de mettre en place de nouveaux mécanismes de financement, notamment un dispositif de garantie destiné au financement des infrastructures », selon Rostom.
Le gouvernement entend par ailleurs renforcer le rôle de cinq secteurs stratégiques : l'agriculture, les industries manufacturières, les télécommunications et les technologies de l'information, le tourisme et l'énergie.
« La complémentarité entre ces cinq secteurs se traduit par un effet économique cumulatif. Ils contribuent à hauteur d'environ 50 % à la croissance réelle, représentent près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) et ont attiré quelque 3,1 milliards de dollars d'investissements au cours du premier semestre de l'exercice budgétaire 2025-2026. Ils regroupent également près de 40 % de la population active occupée », a déclaré Ahmed Rostom.

Les réformes économiques au service de la stabilité

Ahmed Rostom a souligné que « les réformes engagées au cours des dernières années ont permis de rétablir la stabilité économique. L'objectif est désormais de privilégier la qualité de la croissance, en développant les possibilités d'emploi dans les secteurs les plus dynamiques, en renforçant les compétences numériques et techniques et en améliorant les revenus des citoyens ».
« Le gouvernement ambitionne ainsi de porter le taux de croissance économique de 5,1 % actuellement à 6,8 % à l'horizon 2029-2030, de ramener l'inflation à 7 % et de réduire le taux de chômage à 5,5 % », selon Ahmed Rostom.
Le taux d'inflation annuel en Egypte s'est établi à 12,8 % en septembre 2026, contre 12,7 % en aout, selon l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS).
Au deuxième trimestre 2026, le taux de chômage s'est établi à 3,4 % chez les hommes, contre 14,4 % chez les femmes, selon la CAPMAS. Il a atteint 8,8 % en milieu urbain, contre 3,5 % en milieu rural.

R I.

APRÈS LES MISES EN GARDE

Le Nigeria prépare la récupération des blocs pétroliers inactifs

Au Nigeria, l'attribution de licences pétrolières ne garantit pas toujours le développement de gisements. Entre manque de financement, capacités techniques insuffisantes et retards d'exploitation, le régulateur cherche un moyen d'accélérer la valorisation des ressources nationales.

Le Nigeria prévoit de récupérer, à partir du 30 octobre 2026, les licences pétrolières dont les titulaires n'ont engagé aucune activité dans les délais réglementaires. La Commission nigériane de régulation de l'amont pétrolier (NUPRC) entend ainsi appliquer le principe « drill or drop », qui impose aux détenteurs de licences de respecter leurs obligations de travaux sous peine de perdre leurs droits. Après plusieurs avertissements, le régulateur annonce donc le passage à une mesure coercitive visant les actifs laissés sans activité.

La directive concerne concrètement les licences dont les titulaires n'ont entrepris aucune activité durant les délais prévus par la réglementation, soit 3 ans pour les blocs onshore et 5 ans pour les actifs en mer. Elle ne signifie toutefois pas que tous les blocs qui ne produisent pas encore du pétrole seront retirés. Le critère annoncé porte sur l'absence d'activité dans les délais impartis, et non sur l'absence de production.

Oritsemeyiwa Eyesan (photo), directrice générale de la NUPRC, a présenté cette mesure le mardi 20 octobre à Lagos, lors d'un atelier destiné aux détenteurs de licences attribuées dans le cadre des cycles de 2022-2023 et de 2024. Elle a prévenu que l'absence de partenaires techniques ou de financements ne suffirait plus à justifier une prolongation. Certains opérateurs constituent, selon elle, des équipes spécialisées pour décrocher les licences, puis les démantèlent après leur attribution. Ils attendent ensuite de trouver des partenaires ou des capitaux avant de demander un délai supplémentaire. Les prolongations ne seront désormais plus automatiques.

Des avertissements à l'application des règles

Cette annonce fait suite aux rappels à l'ordre adressés aux nouveaux détenteurs de licences en juillet. Le régulateur leur avait alors demandé de lancer leurs programmes d'exploration et de développement, de respecter leurs engagements financiers et de se conformer aux exigences réglementaires. En septembre, il avait annoncé une démarche similaire pour les permis de valorisation du gaz torché. Il prévoyait d'évaluer les progrès des investisseurs un an après l'attribution des sites, et d'envisager des mesures réglementaires pouvant aller jusqu'au retrait des permis en cas d'avancées insuffisantes.

Ces deux démarches concernent des segments distincts, mais traduisent une même préoccupation : éviter que des droits accordés à des investisseurs restent sans développement. En décembre 2025, 28 entreprises avaient obtenu des permis dans le cadre du Nigerian Gas Flare Commercialisation Programme lancé en 2016, qui permet à des entreprises de récupérer le gaz associé à la production pétrolière, puis de le traiter et de le commercialiser. Les projets associés étaient censés mobiliser environ 2 milliards USD et soutenir près de 3 GW de capacités électriques.

Des résultats qui dépendront des opérateurs

Le durcissement se profile après un bilan contrasté des précédentes attributions et cessions d'actifs. Selon Eyesan, certains opérateurs ont porté à plus de 60 000 barils par jour la production de champs qui ne produisaient pas auparavant. D'autres ont vu celle d'actifs qui atteignaient auparavant 60 000 à 80 000 barils par jour tomber à 20 000 ou 30 000 barils après leur reprise.

Les 22 entreprises conviées à l'atelier ont été invitées à atteindre leurs premiers barils dans les 18 mois. Le régulateur estime que les nouveaux titulaires et leurs actifs pourraient contribuer à hauteur d'environ 250 000 barils par jour à la production nationale au cours des cinq prochaines années. Elle attend aussi de plus de la moitié des entreprises qu'elles atteignent une première production dans les deux ans.

La Commission entend ainsi privilégier les opérateurs capables de réunir compétences techniques, financements et structures de gestion adaptées. La récupération des licences inactives doit libérer les actifs dont les titulaires n'ont pas respecté les délais réglementaires, et qui sont susceptibles d'intéresser d'autres opérateurs.

R I.

AVEC ADESINA ET DE BEERS

Le Botswana se dote d'un outil pour préparer l'après-diamant

Longtemps considéré comme un élève modèle en matière de gestion des ressources naturelles en Afrique, le Botswana paie depuis quelques années le prix du retard pris dans la diversification de son économie. Avec la crise du marché du diamant, le pays se retrouve contraint d'accélérer ce chantier. Financer une économie moins dépendante du diamant avec l'argent du diamant. C'est le pari du Botswana, qui a annoncé, mercredi 21 octobre, le versement d'un milliard de pulas (73 millions de dollars) par son partenaire De Beers au Diamonds for Development Fund. Présidé par Akinwumi Adesina (photo), ancien président de la Banque africaine de développement (BAD), ce fonds doit aider le pays à développer des entreprises et à créer des emplois au-delà du secteur minier. Pour Gaborone, il s'agit de faire émerger des activités capables de prendre progressivement le relais d'une ressource qui a longtemps financé le développement national. Le diamant représente en effet environ 80 % des exportations et un tiers des recettes publiques du Botswana. Cette concentration expose néanmoins les finances de l'État et l'économie aux fluctuations du marché de cette pierre précieuse, comme c'est actuellement le cas.

Une diversification plus difficile à financer

Le Botswana a pourtant utilisé les revenus du diamant pour construire des routes, développer les réseaux d'eau et d'électricité, ainsi que pour financer l'éducation et la santé. Une partie de sa stratégie de gestion des revenus miniers a également consisté à mettre de l'argent de côté pour préparer l'avenir et amortir les crises. Cette épargne prend notamment la forme du Pula Fund, créé en 1994 et géré par la Banque du Botswana. Alimenté par les réserves en devises excédant les besoins à moyen terme du pays, ce fonds disposait de 27,9 milliards de pulas à la fin de 2025, selon les comptes de la Banque centrale. Ces efforts n'ont néanmoins pas suffi à développer suffisamment d'autres secteurs d'activité. Dans une étude publiée en décembre 2025, le FMI souligne que la croissance économique a ralenti au cours des deux dernières décennies, tandis que le chômage est resté élevé et que les réserves permettant d'amortir les crises se sont érodées. Entre la baisse des prix et la concurrence des diamants de laboratoire, la situation du marché mondial du diamant rend aujourd'hui ce retard plus coûteux. Selon la Banque mondiale, l'économie s'est contractée de 2,8 % en 2024, puis de 0,7 % en 2025, sur fond de baisse des revenus du diamant et de pressions budgétaires accrues. L'État doit donc encourager l'émergence de nouvelles sources de revenus au moment même où sa principale ressource s'affaiblit. Le fonds apporte une réponse partielle à cette contrainte. Sa création figure dans les accords signés en février 2025 entre le gouvernement et De Beers, qui ont prolongé un partenariat en place depuis plusieurs décennies. Contrairement au Pula Fund, dont les placements sont réalisés à l'étranger, le Diamonds for Development Fund doit soutenir le développement d'activités économiques au Botswana. Le milliard de pulas versé par De Beers constitue une mise de départ destinée à attirer d'autres investisseurs, nationaux et internationaux. L'objectif est de réunir davantage de moyens pour financer des entreprises capables de créer des emplois et de conquérir des marchés à l'exportation. « Grâce au fonds, nous pouvons créer des emplois de qualité, élargir les perspectives d'avenir des Batswana et consolider les fondements d'une économie plus diversifiée et plus résiliente. Il s'agit de construire l'avenir que nous souhaitons pour le Botswana, en tirant parti du succès du secteur diamantaire pour ouvrir de nouvelles voies de croissance et de prospérité partagée », explique la ministre des Mines, Bogolo Kenewendo.

Des moyens à transformer en résultats

Le choix d'un fin connaisseur de la finance internationale et de la mobilisation des capitaux comme Akinwumi Adesina s'inscrit dans cette ambition. À la tête de la BAD de 2015 à 2025, le dirigeant nigérian a notamment porté la création de l'Africa Investment Forum, une plateforme réunissant investisseurs et porteurs de projets afin de faciliter le financement d'activités économiques sur le continent. M. Adesina prend toutefois les commandes d'un instrument dont les modalités d'intervention restent à préciser.

Agence

SOLAIRE

Le chinois SFQ Global obtient un contrat de 41,4 millions $ en RDC

Le groupe chinois SFQ Global Limited, coté à la Bourse de Hong Kong, a annoncé, le 21 octobre 2026, la signature par sa filiale SFQ HuanYu Limited d'un contrat de 41,4 millions de dollars pour la réalisation d'une installation solaire photovoltaïque couplée à un système de stockage d'énergie en République démocratique du Congo (RDC). Selon l'entreprise, cette opération marque son entrée sur le marché congolais et constitue l'un des premiers résultats de sa stratégie de diversification vers la construction de centrales énergétiques.

Le contrat, de type EPC (Engineering, Procurement and Construction), est réparti en deux phases, évaluées respectivement à 22,3 millions et 19,1 millions de dollars. Il couvre la conception du projet, l'approvisionnement en équipements et matériaux, leur transport jusqu'au site, les travaux de construction et d'installation, la mise en service, le raccordement au réseau électrique, les essais de performance ainsi que les prestations de maintenance associées.

Plusieurs caractéristiques essentielles du projet restent toutefois inconnues. SFQ Global n'a communiqué ni l'identité du client, ni la localisation du site, ni la puissance prévue de l'installation photovoltaïque, ni la capacité du système de stockage. Le calendrier d'exécution, les modalités de paiement et la marge attendue n'ont pas non plus été précisés.

Diversification vers les infrastructures énergétiques

Anciennement connu sous le nom de Rimbaco Group Global Limited, SFQ Global est un groupe de construction historiquement actif en Malaisie et coté à la Bourse de Hong Kong. L'entreprise cherche désormais à diversifier ses activités en se positionnant sur les contrats de construction de centrales énergétiques, notamment dans les énergies renouvelables, tout en élargissant sa présence géographique vers d'autres marchés d'Asie du Sud-Est et d'Afrique. Selon SFQ Global, cette stratégie doit lui permettre de développer de nouvelles sources de revenus et de réduire sa dépendance à son marché historique malaisien.

Le contrat signé en RDC s'inscrit dans cette orientation. Il ne permet toutefois pas encore d'évaluer la contribution future du projet à l'approvisionnement électrique du pays, faute d'informations sur sa puissance, son emplacement et son calendrier de mise en service.

R I/Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit dans le rouge, la France attend le verdict de Moody's

Les Bourses européennes ont terminé en baisse vendredi, dans un climat peu favorable aux actions, les cours du pétrole grimpant à nouveau et les finances publiques françaises suscitant de plus en plus de méfiance alors que Moody's doit actualiser la note de crédit de la deuxième économie de la zone euro.

À Paris, le CAC 40 a perdu 0,36% à 7.782,82 points. À Francfort, le Dax a reculé 0,86% et à Londres, le FTSE 100 a abandonné 0,32%.
L'indice EuroStoxx 50 a fini sur un recul de 0,44%, le FTSEurofirst 300 de 0,30% et le Stoxx 600 de 0,42%.
Sur la semaine, l'indice vedette de la Bourse de Paris cède 2,19%, tandis que l'indice paneuropéen perd 1,50%.
La semaine qui s'achève aura été de haute tension pour les marchés obligataires français, avec le rendement de l'OAT à 10 ans franchissant la barre symbolique des 5%, une première depuis l'été 2002, ce qui illustre l'inquiétude croissante des investisseurs face à un pays qui peine à réduire ses déficits.
Si la dette souveraine française s'est légèrement redressée vendredi, abandonnant 7,4 points de base (pdb) pour s'établir à 5,0160% en fin de séance, son gain hebdomadaire est le plus fort parmi les principaux pays de la zone euro, et de nouveaux défis se profilent déjà à court terme.
L'agence de notation Moody's actualisera dans la soirée la note de crédit de la France, et le risque d'une dégradation est palpable, d'autant plus que d'autres agences de premier plan l'ont déjà fait.
Avec un dispositif sécuritaire renforcé, le pays se prépare par ailleurs à une nouvelle journée de manifestations à haut risque samedi, une semaine après les violences et les pillages survenus en marge de défilés pour les conditions d'enseignement détériorées et contre la vie chère.
La polarisation politique observée au cours de ces derniers mois du mandat d'Emmanuel Macron à l'Élysée inquiète les investisseurs, qui redoutent le scénario anticipé par les sondages, selon lesquels les options politiques les plus extrêmes se retrouveraient au second tour de l'élection présidentielle de 2027, ce qui ajoute à la nervosité face à une trajectoire budgétaire déjà incertaine.
L'attention des investisseurs se portera également la semaine prochaine sur la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui, selon toutes les prévisions, devrait maintenir ses taux inchangés après deux relèvements en juin et en septembre.
Les investisseurs seront impatients d'entendre ce que la présidente Christine Lagarde aura à dire sur les perspectives économiques, mais aussi de savoir si les tensions autour des obligations françaises pourraient déstabiliser le marché.
Et tout cela alors que les craintes inflationnistes ne s'apaisent pas : le prix Brent évolue vendredi son plus haut niveau depuis début mai, à plus de 117 dollars le baril, les attaques des Houthis en Arabie saoudite faisant resurgir la menace de nouvelles perturbations des approvisionnements en provenance du Moyen-Orient.

Valeurs

L'action Kering a plongé de plus de 16% vendredi, au lendemain des résultats trimestriels du géant français du luxe, marqués par une baisse des ventes de Gucci, sa marque phare, dans un contexte de faiblesse persistante de la fréquentation de ses magasins.
Les chiffres de l'Oréal (+5,6%) ont en revanche été salués, la croissance des ventes trimestrielles étant supérieure aux attentes.
À Paris également, Safran a perdu 10%, les investisseurs craignant que le ralentissement de la croissance des ventes sur le marché des pièces de rechange ne se prolonge jusqu'en 2027.
Le groupe de restauration collective Sodexo a quant à lui grimpé de 6,2% après avoir publié un chiffre d'affaires annuel plus important que prévu.
Ailleurs en Europe, Volvo Cars a dégringolé de 24%, le groupe suédois ayant publié une perte d'exploitation au troisième trimestre et annoncé la suppression de 2.500 emplois pour réduire ses coûts face à la concurrence chinoise.

A Wall Street

La prudence l'emporte à New York après une forte vague de ventes sur les titres liés à l'IA la veille.
A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones perd 1,02% et le Standard & Poor's 500 0,21%, tandis que le Nasdaq Composite gagne 0,16% après sa nette baisse de jeudi.
Les actions du secteur des télécommunications sont particulièrement malmenées après que l'agence Bloomberg a rapporté que SpaceX était en pourparlers avec des entreprises d'infrastructures de téléphonie mobile en vue du lancement d'un opérateur national.
L'indice S&P 500 des services de communication perd 0,54%, et les opérateurs AT&T, Verizon et T-Mobile évoluent tous dans le rouge.

Les indicateurs du jour

Dans la zone euro, les indices PMI préliminaires d'octobre ont brossé un tableau pour le moins peu encourageant quant à l'impact des pressions inflationnistes et budgétaires sur l'activité du secteur privé, dont la croissance a ralenti pour atteindre son rythme le plus bas depuis juin.
En France, l'activité s'est contractée de façon inattendue, tandis qu'en Allemagne elle a décéléré, les entrées de nouvelles commandes n'ayant que modestement augmenté.
Aux Etats-Unis, la confiance des consommateurs a légèrement reculé ce mois-ci pour s'établir près de son plus bas historique de mai, affectée par la hausse des prix liée au conflit au Moyen-Orient, montrent les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan.
"Le pouvoir d'achat continue de dominer la perception qu'ont les consommateurs de l'économie (...) Le moral des consommateurs est désormais inférieur de 10% à ce qu'il était il y a un an et de 15% par rapport à février, juste avant le conflit avec l'Iran", a déclaré Joanne Hsu, directrice des enquêtes auprès des consommateurs.
Le dollar gagne 0,16% face à un panier de devises de référence, tandis que l''euro perd 0,15% à 1,1197 dollar, la devise européenne s'apprêtant à enregistrer une baisse hebdomadaire face au billet vert.
Les tensions sur le marché obligataire, avec la prime de risque de la dette française évoluant à son plus haut niveau depuis la crise de la dette souveraine en 2011, en sont en grande partie responsables.

Taux

Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans progresse vendredi, même s'il reste inférieur à 5% après la forte baisse enregistrée la veille, les inquiétudes liées à l'IA incitant les investisseurs à se tourner vers les valeurs refuges.
Le rendement des Treasuries à dix ans affiche ainsi 4,2 points de base à 4,9945%. Le deux ans gagne à son tour 5,7 points de base à 4,6924%.
Dans la zone euro, Le rendement du Bund allemand à dix ans a fini quasi stable à 3,3426%
En Italie, où la dette souveraine fait également l'objet d'une attention accrue, le rendement des obligations d'État à dix ans a baissé de 3,4 points de base, s'établissant à 4,5784%.
L'Italie pourrait par ailleurs alourdir la fiscalité des entreprises du secteur de l'énergie afin de financer des baisses d'impôts et des hausses de dépenses dans le budget pour la période 2027-2029, qui sera présenté la semaine prochaine, ont indiqué à Reuters des sources proches du dossier.
Le marché obligataire retiendra également l'attention des investisseurs la semaine prochaine au Royaume-Uni, où le ministre des Finances, John Healey, présentera ce mercredi son premier budget.

Pétrole

Le Brent gagne 3,51% à 117,14 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 3,53% à 102,98 dollars.

Agence

APRÈS UNE NOUVELLE SALVE DE RÉSULTATS D'ENTREPRISES

La Bourse de Paris termine dans le rouge

La Bourse de Paris a terminé en petite baisse vendredi après une nouvelle salve de résultats d'entreprises et une défiance des investisseurs envers la dette française avant la réévaluation de sa note par Moody's.
L'indice vedette de la Bourse de Paris a perdu 0,36 % pour terminer à 7.782,82 points.
La veille, l'indice parisien avait cédé 1,39 %.
Le CAC 40 a perdu plus de 2 % sur la semaine, une baisse plus importante que pour la majorité de ses homologues.
Pour Charlotte de Montpellier, économiste de la banque ING, cela "montre une crainte française qui est là, au-delà des entreprises et des résultats, et plus généralement, des craintes sur les perspectives économiques" du pays.
"Toute la semaine a été marquée par les conséquences de la dégradation de la confiance des investisseurs vis-à-vis de la France" après les violences et pillages du 17 octobre, poursuit-elle.
Pour l'économiste, "la grande question est désormais combien de temps les protestations et les difficultés sociales vont durer".
En parallèle, l'emprunt français à échéance 10 ans s'est établi à 5,01 % à la clôture du marché obligataire vendredi, terminant la semaine au-dessus du seuil symbolique de 5 % pour la première fois depuis 2002.
Ce niveau de taux implique "une explosion de la charge d'intérêts, ce ne sont pas de bonnes nouvelles et cela veut dire concrètement que les marges de manœuvre de la France ne vont que se réduire", souligne Charlotte de Montpellier.
L'agence de notation Moody's doit se prononcer vendredi soir sur la note de la France. De nombreux analystes jugent inévitable un abaissement de celle-ci.
Les investisseurs doutent de plus en plus de la signature française, avec une dette et un déficit publics parmi les plus hauts d'Europe, dans un climat de débat politique tendu autour du projet de budget 2027 et d'incertitudes liées à l'élection présidentielle du printemps prochain.

R I.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Octobre 2026
Valeur : 26 Octobre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.6031	134.6181
1	EUR	EURO	151.0651	151.1492
1	GBP	POUND STERLING	180.1433	180.2840
100	JPY	JAPANESE YEN	85.1380	85.1690
1	CNY	CHINESE YUAN	20.1622	20.1651
1	CHF	SWISS FRANC	163.1157	163.1932
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.6531	95.6842
1	DKK	DANISH KRONE	20.2146	20.2175
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6075	13.6102
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.3523	14.3662
1	AED	UAE DIRHAM	36.6476	36.6537
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8808	35.8886
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.8812	437.0718
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.9191	45.3706
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.7467	13.7482
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9261	21.0334
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3601	3.3705
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.5420	182.5420

ITALIE/ENI

Bénéfice net ajusté de 2,8 milliards d'euros au troisième trimestre

Les résultats du troisième trimestre d'Eni confortent ses perspectives pour l'exercice 2026, avec un endettement à un niveau historiquement bas et une rémunération accrue des actionnaires grâce à un dividende exceptionnel et à une augmentation des rachats d'actions.

La production d'hydrocarbures a progressé de 4 % sur un an au cours du trimestre et de 7 % sur les neuf premiers mois de 2026. Au troisième trimestre, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires d'Eni s'est élevé à 2,80 milliards d'euros, soit plus du double par rapport à la même période de l'année précédente. Sur les neuf premiers mois de 2026, il a atteint 6,44 milliards d'euros, en hausse de 70 % par rapport à la même période de 2025. Au troisième trimestre de cette année, l'EBIT pro forma ajusté du groupe s'est établi à 6 milliards d'euros, soit le double du montant enregistré au même trimestre de l'exercice précédent. Le flux de trésorerie ajusté avant besoin en fonds de roulement s'est élevé à 4,29 milliards d'euros, finançant des investissements organiques à hauteur de 1,3 milliard d'euros. Compte tenu des excellents résultats industriels des neuf premiers mois et des prévisions de flux de trésorerie améliorées pour l'exercice 2026 (16,5 milliards d'euros), Eni a approuvé en décembre la distribution d'un dividende spécial de 0,46 euro par action (environ 1,3 milliard) et une nouvelle augmentation de 12 % du programme de rachat d'actions, qui passe à 3,8 milliards.

« Nos excellents résultats du troisième trimestre s'expliquent par la solidité de notre modèle opérationnel et par des investissements ciblés dans notre portefeuille d'actifs compétitifs largement diversifié. Grâce à des fondamentaux solides, des perspectives de croissance en constante amélioration et une performance financière historiquement solide, nous sommes bien positionnés pour continuer à fournir à nos clients une énergie durable, sûre et de plus en plus décarbonée », a déclaré le PDG d'Eni. Claudio Descalzi. « Au troisième trimestre, la division E&P a de nouveau enregistré une croissance organique impressionnante de sa production, de l'ordre de 7 %, grâce au démarrage de nouveaux projets, à la pleine exploitation de nos actifs et aux retombées positives de la coentreprise Searah en Asie du Sud-Est. Durant ce trimestre, nous avons accéléré plusieurs initiatives majeures en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie du Sud-Est, qui soutiendront notre croissance et notre génération de trésorerie pour les années à venir. Enfin, grâce à nos excellentes activités d'exploration, nous avons découvert cette année 1,23 milliard de barils de nouvelles ressources en hydrocarbures, dépassant largement nos objectifs budgétaires, tout en réduisant nos coûts d'exploration », a-t-il expliqué.

« Outre la croissance de nos activités en amont et la stabilité de nos résultats dans les secteurs du gaz, de l'électricité et du raffinage, nous affichons des performances supérieures à nos attentes dans nos activités de transition, qui contribuent de plus en plus à la diversification des revenus du Groupe. L'augmentation de capital et la nouvelle gouvernance de Plenitude permettront à cette filiale de se développer de manière autofinancée, réduisant ainsi l'exposition du Groupe. Grâce à nos activités stratégiques, notre expertise industrielle et la grande flexibilité dont nous disposons, nous sommes en mesure de générer des flux de trésorerie solides et récurrents, quelles que soient les conditions de marché », a ajouté M. Descalzi. « Forts de nos fondamentaux et de nos perspectives de génération de trésorerie pour l'exercice 2026, avec un niveau d'endettement historiquement bas, nous augmentons notre distribution avec un dividende exceptionnel de 0,46 € par action versé au quatrième trimestre et portons notre programme de rachat d'actions à 3,8 milliards d'euros, témoignant ainsi de notre engagement à partager la croissance avec nos actionnaires », a-t-il conclu.

Agence

JAPON

L'inflation sous-jacente a atteint 2,1 % en septembre

Les prix des biens ont augmenté de 2,8 % sur un an, tandis que l'inflation des services est passée de 1,2 % à 1,5 %, ce qui indique que les entreprises répercutent la hausse des coûts de main-d'œuvre sur les prix.

L'inflation sous-jacente au Japon a dépassé l'objectif de 2 % fixé par la Banque du Japon en septembre pour la première fois en neuf mois, renforçant les anticipations de nouvelles hausses de taux dans les prochains mois.

L'indice des prix à la consommation (IPC), hors produits frais mais incluant les carburants, a progressé de 2,1 % sur un an, contre 1,7 % en août. Les pressions inflationnistes sont alimentées par la hausse des coûts de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient, l'augmentation des prix des importations due à la faiblesse du yen et la demande soutenue en technologies d'intelligence artificielle, malgré les subventions publiques sur les carburants. L'indice hors produits frais et carburants, utilisé par la banque centrale pour évaluer les pressions inflationnistes liées à la demande, a également accéléré, passant de 1,9 % en août à 2,4 %.

Les prix des biens ont augmenté de 2,8 % sur un an, tandis que l'inflation des services est passée de 1,2 % à 1,5 %, signe que les entreprises répercutent la hausse des coûts salariaux sur les prix. La Banque du Japon devrait maintenir ses taux inchangés lors de sa réunion de la semaine prochaine, après les avoir relevés à 1,25 % en septembre, leur plus haut niveau en 31 ans. Cependant, l'institution pourrait revoir à la hausse ses prévisions de croissance et d'inflation trimestrielles et réaffirmer sa volonté de poursuivre un resserrement monétaire. De nombreux analystes anticipent une nouvelle hausse à 1,5 % en décembre, tandis que le taux cible pour ce cycle de resserrement pourrait se situer entre 1,75 % et 2 %.

SINGAPOUR

L'inflation sous-jacente a chuté à 2 % en septembre

L'inflation des services a reculé, passant de 2 % à 1,7 %, tandis que l'inflation des prix de détail et des autres biens a ralenti, passant de 1,8 % à 1,2 %. L'inflation sous-jacente à Singapour a reculé à 2 % en septembre, contre 2,2 % en août, sous l'effet d'une baisse des prix des services, des biens de consommation et des transports privés. Ces données ont été publiées aujourd'hui par l'Autorité monétaire de Singapour et le ministère de l'Énergie, du Commerce et de l'Industrie. L'inflation globale a diminué à 2,2 %, contre 2,3 % le mois précédent. L'inflation des services a baissé de 2 % à 1,7 %, tandis que celle des biens de consommation et autres biens a ralenti de 1,8 % à 1,2 %. L'inflation des transports privés a également diminué, passant de 7,5 % à 7,1 %, en raison d'un ralentissement de la hausse des prix des voitures. À l'inverse, l'inflation alimentaire a augmenté, passant de 2,3 % à 2,4 %, et l'inflation du logement, de 0,8 % à 0,9 %. Les prix de l'électricité et du gaz ont maintenu une hausse annuelle de 8,7 %. Les autorités ont averti qu'une flambée brutale et prolongée des prix mondiaux de l'énergie ou des produits alimentaires pourrait entraîner une augmentation des coûts des importations plus importante que prévu.

R I.

CORÉE DU NORD

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un est arrivé à Dandong en Chine

Kim Jong Un s'est rendu samedi à Dandong, ville chinoise frontalière de la Corée du Nord, en empruntant le pont récemment inauguré reliant les deux pays, a rapporté l'agence de presse sud-coréenne Yonhap.

Le dirigeant nord-coréen «est arrivé à Dandong en passant par le nouveau pont sur le fleuve Yalu plus tôt dans la journée», a indiqué l'agence, citant une source gouvernementale anonyme.

Cette annonce intervient plus d'une semaine après l'ouverture de ce nouveau pont majeur, douze ans après son achèvement, renforçant ainsi les liens économiques entre l'un des pays les plus reclus au monde et son puissant voisin.

La Chine reste un soutien diplomatique et économique primordial de la Corée du Nord, soumise à de multiples sanctions de l'ONU, malgré le rapprochement de la Corée du Nord avec la Russie, partenaire mais aussi rival régional de la Chine.

L'ouvrage à quatre voies, d'une longueur de 3026 mètres, a été achevé en 2014, mais son ouverture a été retardée par différents problèmes, notamment l'absence de routes de raccordement et d'installations douanières côté nord-coréen, selon les médias sud-coréens.

L'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA a rapporté plus tôt samedi que Kim Jong Un avait exhorté son armée à s'entraîner pour devenir la plus forte du monde, lors d'une réunion de commandants de compagnie pendant deux jours à Pyongyang.

La réunion organisée jeudi et vendredi à Pyongyang visait à élaborer un projet «pour former les forces armées les plus puissantes du monde», a déclaré Kim, cité par l'agence officielle KCNA. Vendredi, la Corée du Sud a proposé à la Corée du Nord des pourparlers militaires sur le tracé de la ligne de démarcation au centre de la Zone démilitarisée (DMZ) qui les sépare, après plusieurs incidents graves, a annoncé le ministère de la Défense de Séoul. En septembre, trois soldats sud-coréens ont été blessés par l'explosion de deux mines nord-coréennes dans la DMZ, Séoul affirmant qu'elles avaient été posées de son côté de la frontière, ce que Pyongyang a catégoriquement nié.

R I.

Elon Musk sécurise 5 ans d'approvisionnement Samsung pour les robots Tesla et la voiture autonome

Tesla prendrait à sa charge environ 830 millions de dollars de l'agrandissement de l'usine de Samsung Electro-Mechanics à Sejong, en Corée du Sud. En échange, le constructeur recevrait entre 2029 et 2033 les substrats qui relient ses puces d'IA au reste de l'électronique de ses voitures autonomes et de son robot Optimus.

Aucune puce d'IA de Tesla ne peut être montée dans une voiture ou un robot sans substrat FC-BGA. Cette plaque multicouche est glissée entre la puce et la carte mère, et tout le courant et les signaux de la puce transitent par elle. Les serveurs d'IA réclament aujourd'hui tant de substrats que les rares fabricants capables de les produire ne suivent plus, et Samsung Electro-Mechanics a donc décidé d'agrandir son usine de Sejong. Pour obtenir sa part de cette future production, Tesla accepte de payer une partie des travaux plusieurs années avant de recevoir le moindre composant.

Tesla finance une usine coréenne pour réserver ses substrats

« Nos capacités tournent au maximum. Pour l'instant, nous répondons en améliorant la productivité et les rendements, mais les besoins de nos clients dépassent de plus de 50 % notre capacité de production actuelle », a expliqué en mars Chang Duck-hyun, le patron de Samsung Electro-Mechanics, après l'assemblée générale de l'entreprise.
Faute de pouvoir servir tout le monde, l'entreprise a engagé fin septembre 4 270 milliards de wons (un peu plus de 3 milliards de dollars) dans l'agrandissement de Sejong. Jamais elle n'avait investi autant dans un seul produit, et elle ne paie pas seule. Dans son communiqué, elle mentionnait l'argent avancé par de grands clients contre des commandes garanties sur plusieurs années, sans donner leurs noms.
D'après le quotidien économique Maeil Business, Tesla paierait près du quart de l'enveloppe avec 1 100 milliards de wons (environ 830 millions de dollars). Nvidia mettrait de son côté 2 600 milliards de wons dans les usines de Sejong et de Busan afin d'obtenir les substrats de ses puces de centres de données. En payant d'avance, Tesla évite de passer après les commandes des serveurs d'IA, qui saturent les lignes actuelles.

Des substrats livrés en 2029, longtemps après les premiers Optimus

Samsung Electro-Mechanics prévoit de lancer la production de masse à Sejong en septembre 2028, et Tesla recevra ses premiers substrats l'année suivante, puis pendant cinq ans, jusqu'en 2033, pour les puces de ses voitures autonomes et d'Optimus.
Tesla produit son robot sans attendre 2029. À Fremont, l'entreprise a commencé à fabriquer ses premiers Optimus de série. « Les robots qui sortent de cette ligne sont les premiers robots de qualité production que nous ayons fabriqués », a écrit Tesla dans son bilan du troisième trimestre, et Elon Musk annonce 20 000 robots par semaine d'ici fin 2027.
Jusqu'en 2029, les puces de ces robots devront donc passer par les lignes actuelles de Samsung Electro-Mechanics, celles qui tournent au maximum selon son patron. Samsung grave les puces AI5 et AI6 de Tesla avec TSMC, et le contrat de 16,5 milliards de dollars consacré à l'AI6 et signé en juillet 2025 court jusqu'à fin 2033. Jusqu'à cette date, Tesla dépendra donc du groupe coréen à la fois pour une partie de ses puces et les substrats sur lesquels elles sont soudées. Officiellement, Samsung Electro-Mechanics n'a nommé aucun client, et les 830 millions de dollars de Tesla proviennent pour l'instant de la presse coréenne.

Starlink au ralenti en Ukraine : le retour de flamme du jeu très dangereux d'Elon Musk

Starlink a été bridé en pleine guerre en Ukraine, avant que Donald Trump ne demande à Elon Musk de rétablir le service. Un faux pas qui pourrait coûter cher à SpaceX. Le 14 octobre, l'armée ukrainienne a constaté qu'un plafond de vitesse bridait Starshield, la version militaire de Starlink : au-delà des 160 km/h, la connexion sautait automatiquement, empêchant les drones intercepteurs de cibler les Shahed russes. Si Trump, Musk et le Pentagone se sont renvoyés la balle lorsqu'il a fallu prendre leurs responsabilités, le président a finalement ordonné au milliardaire de rétablir le service. Il a désormais retrouvé sa pleine capacité d'après Kiev.

La poule aux œufs d'or de SpaceX

Mais cet épisode pourrait laisser des traces, alors que Starlink s'impose comme l'une des poules aux œufs d'or de SpaceX. Au troisième trimestre, le service satellitaire a généré 5,25 milliards de dollars de revenus, soit une hausse de 69 % en glissement annuel. Il a aussi dégagé 2,37 milliards de dollars de résultat d'exploitation, sur un total de 2,8 milliards pour tout le groupe. Concrètement, Starlink porte presque à lui seul la rentabilité du géant spatial.
L'offre compte désormais 13,6 millions d'abonnés, tandis que les clients professionnels et gouvernementaux rapportent 2,13 milliards de dollars, soit une augmentation colossale de 91 %.
Et Elon Musk voit évidemment plus grand. Il promet que Starlink Mobile, le service qui reliera directement les téléphones aux satellites, pourrait un jour rapporter » plusieurs centaines de milliards « de dollars par an. Un souhait qui repose sur une condition : les clients doivent absolument croire en la fiabilité du réseau.

Un coup dur pour l'image de Starlink

Or, cette décision est justement venue mettre un sacré coup à la confiance qui lui est accordée. Ross Gerber, investisseur dans SpaceX et dirigeant de la société de gestion Gerber Kawasaki, a assuré au micro de CNN être « dégoûté », notamment « d'un point de vue humain ». Selon lui, ces restrictions « ont donné à tout le monde une raison de ne pas utiliser Starlink », car le service n'est « pas fiable pour la sécurité nationale, pour qui que ce soit d'autre que Trump ».
Une telle alerte résonne évidemment en Europe. En Bourse, Eutelsat a par exemple bondi de 23 % en Bourse le jour de l'annonce. The Financial Times y voit même un électrochoc pour l'autonomie spatiale du Vieux Continent.
Le dossier est aussi devenu politique outre-Atlantique. Le sénateur démocrate Richard Blumenthal a ouvert une enquête sur la dépendance du Pentagone à SpaceX. Et la colère dépasse les clivages entre partis, puisque le républicain Brian Fitzpatrick a jugé l'affaire « très sérieuse ». Une situation qui fait office d'avertissement pour ceux qui s'intéressent à Starlink : leurs intérêts ne seront peut-être pas prioritaires.

Meta condamné à verser 25 Md$ pour avoir trompé ses utilisateurs sur la confidentialité

La justice lui reproche d'avoir induit en erreur les utilisateurs de Facebook sur la protection de leurs données personnelles. Le groupe prévoit de faire appel.
Meta fait face à une sanction financière exceptionnelle aux États-Unis. Le 21 octobre 2026, un juge du Nouveau-Mexique a ordonné au propriétaire de Facebook, Instagram et WhatsApp de verser 25 Md$ à l'État, après qu'un jury l'a reconnu responsable de pratiques trompeuses concernant la confidentialité des données. L'affaire trouve son origine dans le scandale Cambridge Analytica, révélé en 2018. Cette société britannique de conseil politique avait récupéré les données personnelles de dizaines de millions d'utilisateurs de Facebook, sans leur consentement. Ces informations avaient notamment été exploitées dans le cadre de campagnes de ciblage politique.

Près de 44 millions de violations retenues

L'action en justice, engagée en 2021 par le procureur général du Nouveau-Mexique, portait sur les déclarations de Facebook concernant l'accès aux données personnelles, leur protection et la modération des contenus publiés sur la plateforme. En septembre 2026, un jury avait estimé que 26 des 29 déclarations examinées étaient trompeuses. Il avait retenu plus de 43 millions de violations de la législation locale sur la protection des consommateurs.
Le montant de la sanction tient compte du nombre de violations constatées et des pénalités prévues par la loi de l'État. Le procureur général avait demandé une amende comprise entre 35 et 40 Md$. Meta, de son côté, demandait de plafonner la sanction à 3,4Md$ estimant qu'une sanction aussi élevée serait inconstitutionnelle. Le procureur général du Nouveau-Mexique, Raúl Torrez, a indiqué que les sommes recouvrées seraient affectées au financement du système éducatif de l'État.

Meta conteste la décision

Meta rejette les conclusions de la justice et a annoncé son intention de faire appel. Le groupe estime que la décision portenotamment atteinte à la liberté d'expression. Le montant de la sanction est fixé à 25 Md$, mais l'appel pourrait conduire à sa révision ou à son annulation. D'ici au paiement, la somme est assortie d'intérêts annuels de 15 %,soit 3,75 Md$ sur la base du montant initial, selon l'Agence France-Presse.

VOLVO DANS LA TOURMENTE

2 500 emplois supprimés et des pertes qui se creusent

Volvo Cars traverse une période particulièrement difficile. Le constructeur suédois, propriété du groupe chinois Geely, vient d'annoncer la suppression de 2 500 postes supplémentaires, principalement en Suède. En cause, des résultats financiers très dégradés, une concurrence devenue féroce en Chine et des ventes pénalisées par les droits de douane aux États-Unis. Un nouveau

Volvo n'en a visiblement pas terminé avec les restructurations. Après avoir engagé un important programme de réduction des coûts l'an dernier, le constructeur suédois annonce une nouvelle vague de suppressions d'emplois. Et cette fois encore, son pays d'origine sera le plus touché.

L'annonce accompagne la publication des résultats du troisième trimestre 2026, particulièrement mauvais. Volvo Cars affiche une perte nette de 5,7 milliards de couronnes suédoises, soit environ 512 millions d'euros, alors qu'il avait dégagé un bénéfice de plus de 400 millions d'euros sur la même période en 2025. Le chiffre d'affaires recule de 23 %. Quant au résultat d'exploitation, il bascule lui aussi dans le rouge, avec une perte de 332 millions d'euros. Ces chiffres ont provoqué une nouvelle chute du titre Volvo en Bourse, déjà fortement malmené depuis le début de l'année.

Volvo va supprimer 2 500 emplois, dont 2 000 en Suède

Face à cette situation, la direction a décidé de renforcer son programme d'économies. Volvo prévoit désormais de réduire ses dépenses indirectes et certains coûts variables de 450 millions d'euros, d'ici à la fin de l'année 2027. Cette nouvelle étape doit entraîner la suppression d'environ 2 500 postes dans le monde, dont 2 000 en Suède. Cela représente près de 6 % des effectifs du constructeur.

Toutes ces suppressions ne prendront toutefois pas la forme de licenciements directs. Volvo compte notamment mettre fin à certains contrats de consultants, ne pas remplacer une partie des départs naturels et proposer des dispositifs de départ volontaire ciblés. Selon Håkan Samuelsson, directeur général du groupe, ces mesures devraient être achevées vers le milieu de l'année 2027. Il n'exclut cependant pas d'autres ajustements si les résultats ne s'améliorent pas suffisamment.

Ce nouveau plan intervient alors que Volvo avait déjà annoncé 3 000 suppressions de postes en 2025, peu après le retour de Samuelsson à la tête de l'entreprise. Au total, ce sont donc 5 500 postes concernés par les deux vagues de restructuration.

Le constructeur avait également engagé plusieurs programmes d'économies représentant plus de 2 milliards d'euros. Avec les nouvelles mesures, l'effort annoncé atteint désormais 2,5 milliards d'euros.

En Chine, Volvo perd près de la moitié de son chiffre d'affaires

Les difficultés de Volvo s'expliquent en grande partie par la situation de deux marchés essentiels : la Chine et les États-Unis.

En Chine, le constructeur subit de plein fouet la concurrence des marques locales, notamment dans les voitures électriques et hybrides rechargeables. Des acteurs comme BYD, Zeekr ou Xiaomi ont considérablement renforcé leur présence, avec des modèles technologiquement avancés et des prix souvent agressifs. Résultat, le chiffre d'affaires de Volvo en Chine a chuté de près de 50 % au troisième trimestre, par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour Håkan Samuelsson, cette concurrence rend particulièrement difficile la rentabilité des marques premium étrangères sur le marché chinois. Le groupe ne souhaite d'ailleurs pas se lancer dans une guerre des prix pour défendre ses volumes de ventes. Il préfère privilégier ses marges, quitte à vendre moins de voitures.

La situation n'est guère meilleure aux États-Unis. Volvo y subit les conséquences des droits de douane sur les véhicules importés, mais aussi la disparition de certaines aides à l'achat de voitures électrifiées. Le dirigeant reconnaît ainsi que les mauvaises performances cumulées de la Chine et des États-Unis empêchent une part considérable des activités du groupe de contribuer positivement à ses résultats. Ces difficultés se retrouvent dans la marge brute de Volvo, passée de 20,4 % au troisième trimestre 2025 à seulement 14,7 % un an plus tard.

Même soutenu par Geely, Volvo doit revoir ses ambitions

La situation est d'autant plus délicate que Volvo bénéficie pourtant du soutien industriel et financier du groupe chinois Geely, son actionnaire majoritaire.

Les deux groupes ont renforcé leur coopération pour partager davantage de technologies, de plateformes et de composants. Mais cette proximité ne suffit manifestement pas à protéger Volvo de la concurrence chinoise, ni des difficultés rencontrées sur le marché américain. Le ralentissement de la demande pour les voitures électriques dans le monde et même si elle augmente en Europe, complique également la stratégie du constructeur. Volvo avait initialement prévu de devenir une marque exclusivement électrique dès 2030, avant d'abandonner cet objectif en 2024 pour conserver des modèles hybrides au-delà de cette échéance.

Le constructeur doit aujourd'hui financer le développement de ses nouvelles générations de voitures comme l'EX60 tout en maintenant une gamme adaptée à des marchés dont les évolutions sont très différentes. Début octobre, Volvo avait d'ailleurs renoncé à ses prévisions annuelles de volumes de ventes et de trésorerie, invoquant une dégradation des perspectives commerciales. Håkan Samuelsson qualifie désormais le troisième trimestre de « très décevant » et reconnaît que l'année 2026 s'est révélée beaucoup plus difficile qu'anticipé.

Pour Volvo, l'urgence est donc de retrouver des marges suffisantes pour financer ses futurs modèles. Et avec 2 500 postes supplémentaires supprimés, ce redressement aura un coût social très important.

Le premier constructeur automobile au monde a encore augmenté son

Toyota a vu son avance s'accroitre sur les premiers mois de 2026 face aux autres groupes automobiles mondiaux. Les Chinois, eux, jouent aux chaises musicales avec BYD qui descend et un Chery qui monte en puissance. De tous les "gros", Toyota est le seul à voir ses ventes mondiales augmenter en 2026. Stellantis est encore bien placé, mais le groupe le doit aussi à la performance de ses utilitaires.

Le premier semestre 2026 confirme un essoufflement de la production automobile mondiale. Entre janvier et juin, le volume global des véhicules particuliers et utilitaires a reculé de 1 % par rapport à la même période en 2025 selon les chiffres communiqués par Inovev pour les 6 premiers mois de l'année. Derrière ce repli mesuré se cache surtout un net ralentissement en Chine, dont la production a chuté de 4,2 %, soit une perte sèche de 660 000 véhicules qui n'a pas pu être compensée par les autres régions du globe. Cette baisse pèse également sur les alliés politiques de Pékin, à l'image de l'Iran et de la Russie qui affichent des reculs respectifs de 200 000 et 100 000 unités.

La baisse de la Chine ne semble en tout cas pas trop affecter le premier groupe automobile mondial qui affiche encore une belle santé malgré un profil assez particulier, avec une quasi absence de ventes en électrique.

L'Empire du Milieu marque le pas, les hiérarchies bousculées

Ce repli conjoncturel rebat les cartes pour les constructeurs chinois, pris en étau entre la saturation de leur marché domestique et la guerre des prix destructrice qu'ils se livrent. Et à l'international, la marge de manoeuvre est faible : pas de Japon, pas d'Amérique du Nord. Il reste l'Europe déjà saturée en marques chinoises et l'Amérique du Sud.

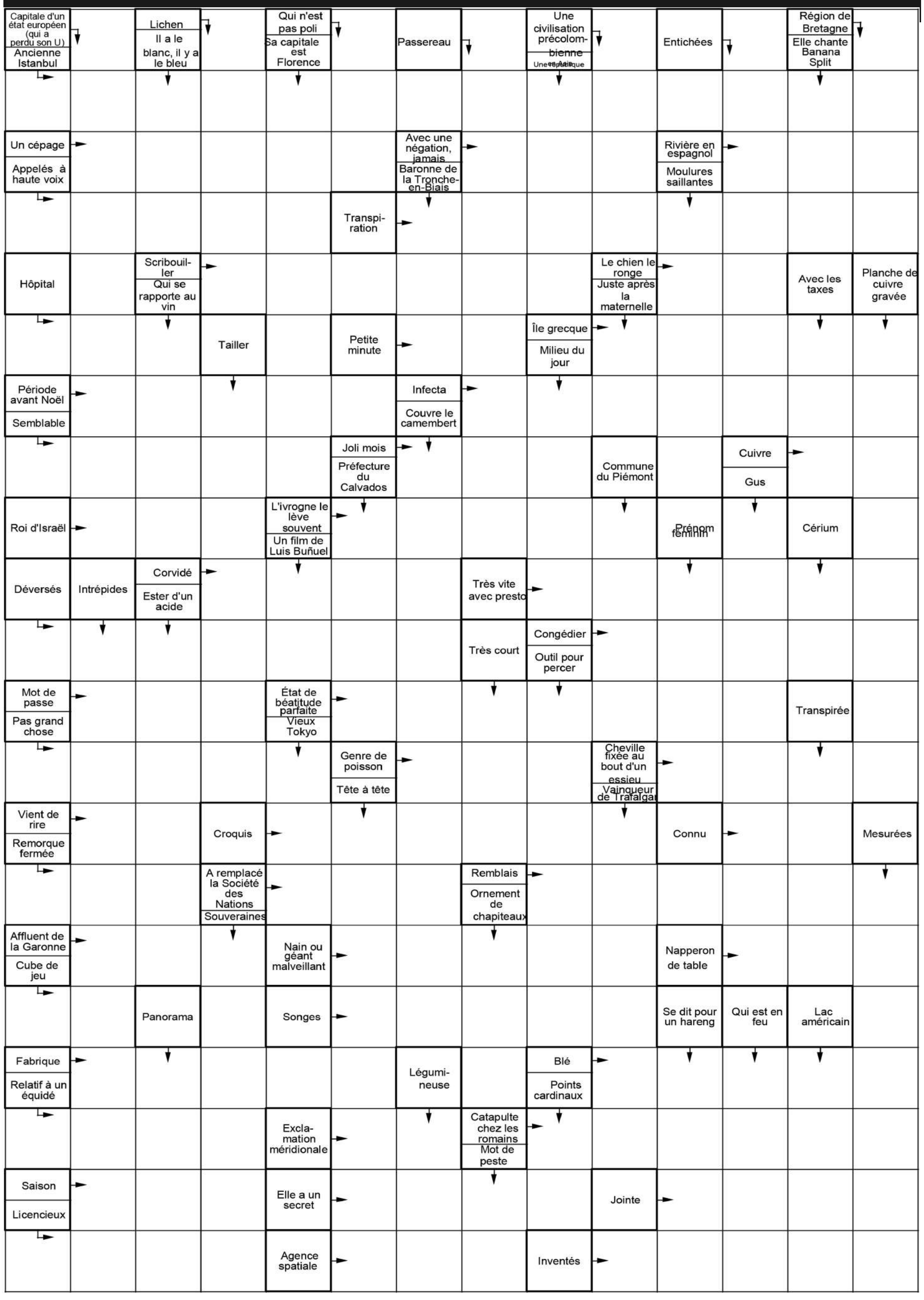
Le groupe BYD enregistre la variation la plus forte en glissant de la 5e à la 9e place mondiale. À l'inverse, Geely tire son épingle du jeu en progressant de la 8e à la 7e position, s'installant durablement comme le premier constructeur de l'Empire du Milieu. Derrière, Chery grimpe au 12e rang, SAIC s'établit à la 15e place, et Changan recule jusqu'à la 20e position. Chery est clairement le chinois qui a le vent en poupe en 2026 !

Toyota seul au sommet, le triomphe du pragmatisme thermique

Du côté des acteurs historiques occidentaux, asiatiques et américains, la situation vire à la confirmation pour certains et au chemin de croix pour d'autres.

Toyota fait figure d'exception absolue parmi les géants : le groupe japonais consolide sa place de leader mondial avec une hausse de 1,4 % de sa production (malgré sa chute en Chine), devançant un Volkswagen en forte baisse de 11 %, Hyundai-Kia (-3,8 %), Stellantis (+2,7 %), General Motors (-0,1 %) et un Ford en recul de 7,8 %. Suzuki est le petit cas à part dans ce beau monde. La marque nippone de la dynamique irrésistible du marché indien où elle écrase tout avec Maruti pour bondir de 10,8 % et s'emparer de la 8e place mondiale, devançant des noms historiques comme Honda, Nissan, BMW, Renault ou Mercedes, tandis que Tesla stagne au 17e rang.

La stabilité de Toyota en tête a de quoi surprendre. Alors que les véhicules électriques continuent de progresser pour représenter près de 20 % des immatriculations mondiales, le constructeur japonais poursuit sa domination en s'appuyant massivement sur l'hybride thermique et un catalogue multi-énergies flexible. Le tout électrique ne fait donc pas (encore) trop trembler Toyota même si la marque est consciente qu'il va falloir accélérer le pas, notamment en Chine et en Europe. Où elle a déjà lancé son C-HR+ plutôt bien placé en matière d'autonomie et de prix face aux autres SUV électriques.


Capitale d'un état européen (qui a perdu son U)
Ancienne Istanbul
Lichen
Il a le blanc, il y a le bleu
Qui n'est pas poli
Sa capitale est Florence
Passereau
Une civilisation précolombienne
Une république
Entichées
Région de Bretagne
Elle chante Banana Split
Un cépage
Appelés à haute voix
Avec une négation, jamais
Baronne de la Tronche-en-Biais
Rivière en espagnol
Moulures saillantes
Transpiration
Hôpital
Scribouiller
Qui se rapporte au vin
Le chien le ronge
Juste après la maternelle
Avec les taxes
Planche de cuivre gravée
Tailler
Petite minute
Île grecque
Milieu du jour
Période avant Noël
Semblable
Infecta
Couvre le camembert
Joli mois
Préfecture du Calvados
Commune du Piémont
Cuivre
Gus
Roi d'Israël
L'ivrogne le lève souvent
Un film de Luis Buñuel
Prénom féminin
Cérium
Déversés
Intrépides
Corvidé
Ester d'un acide
Très vite avec presto
Très court
Congédier
Outil pour percer
Mot de passe
Pas grand chose
État de béatitude parfaite
Vieux Tokyo
Transpirée
Genre de poisson
Tête à tête
Cheville fixée au bout d'un essieu
Vainqueur de Trafalgar
Vient de rire
Remorque fermée
Croquis
Connu
Mesurées
A remplacé la Société des Nations
Souveraines
Remblais
Ornement de chapiteaux
Affluent de la Garonne
Cube de jeu
Nain ou géant malveillant
Napperon de table
Panorama
Songes
Se dit pour un hareng
Qui est en feu
Lac américain
Fabrique
Relatif à un équidé
Légumineuse
Blé
Points cardinaux
Exclamation méridionale
Catapulte chez les romains
Mot de peste
Saison
Licencieux
Elle a un secret
Jointe
Agence spatiale
Inventés

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Dimanche 25 octobre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

Air Algérie lance cinq nouvelles lignes internationales vers l'Afrique et l'Asie

Le groupe Air Algérie a annoncé, samedi dan un communiqué, le lancement la semaine prochaine de cinq nouvelles lignes internationales à destination de Conakry, Brazzaville, Lagos, Shanghai et Tripoli, dans le cadre de la poursuite du développement de son réseau international et du renforcement de la connectivité aérienne.

PRODUCTION DU GAZ NATUREL

L'Algérie a enregistré une hausse de 4 % en août

Par S. R.

La production de gaz naturel en Algérie a progressé de 4 % en août 2026 sur un an, atteignant 8,688 milliards de mètres cubes, contre 8,363 milliards durant le même mois de 2025, selon les données de la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Cette hausse représente 325 millions de mètres cubes supplémentaires et porte la production à une moyenne de 9,9 milliards de pieds cubes par jour.
Sur les huit premiers mois de l'année, la production nationale a augmenté de 4 %, totalisant 71,31 milliards de mètres cubes, contre 68,55 milliards durant la même période de l'année précédente, selon la Joint Organisations Data Initiative (JODI). La production a ainsi enregistré une deuxième hausse mensuelle consécutive en août, avec une progression de 1 % par rapport à juillet. Parallèlement, la consommation intérieure de gaz a augmenté de plus de 15 % en août, à 4,849 milliards de mètres cubes. Cette évolution s'explique principalement par la forte demande des centrales électriques, qui ont absorbé 3,378 milliards de mètres cubes, soit près de 70 % de la consommation du mois, dans un contexte de températures élevées. Sur les huit premiers mois de 2026, la consommation nationale a atteint environ 38 milliards de mètres cubes, en hausse de plus de 8 % sur un an. En revanche, les exportations algériennes de gaz par gazoducs et sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL) ont reculé de 6,4 % en août, à 3,653 milliards de mètres cubes. Les expéditions par gazoducs ont légèrement diminué de 0,3 %, tandis que celles de GNL ont chuté de 30 %, à 559 millions de mètres cubes. Depuis le début de l'année et jusqu'à fin septembre, les exportations algériennes de GNL ont atteint 6,02 millions de tonnes, contre 6,92 millions de tonnes un an auparavant, soit une baisse de 13 %.

CONSTANTINE / SALON INTERNATIONAL "AGREST-EXPO"

Plus de 160 exposants attendus à la 5e édition

Plus de 160 exposants représentant des entreprises nationales et étrangères participeront à la 5e édition du Salon international de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire et de l'emballage ("Agrest-Expo"), prévue du 28 au 31 octobre au complexe culturel Ahmed-Bey (Zénith) à Constantine, a indiqué samedi le commissaire de la manifestation, Ahmed Haniche.
Cet événement économique, organisé par le groupe "Sunflower Communication" en partenariat avec l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA), vise à donner une nouvelle impulsion à l'investissement et au partenariat économique créateur de richesses, a expliqué M. Haniche dans une déclaration à l'APS.
Il a ajouté que la manifestation connaîtra l'organisation du Salon international de l'agriculture et du matériel agricole ainsi qu'un salon dédié aux industries agroalimentaires et à l'emballage, avec la participation d'entreprises nationales et étrangères actives dans diverses branches des deux secteurs.
Accueilli par la capitale de l'Est algérien eu égard à ses potentialités économiques et à son système de production diversifié, cet événement constituera un espace pour renforcer les opportunités de partenariat, d'investissement et d'échange d'expériences entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues étrangers représentant 15 pays africains, européens et asiatiques.
Des pavillons seront consacrés à l'exposition de divers produits, équipements et services liés à l'activité agricole, notamment dans les domaines de la céréaliculture, de l'élevage animal et avicole, de la production laitière, de l'arboriculture fruitière, ainsi que de la santé animale et végétale.
Seront également exposés des produits algériens, des matières premières, des moyens, ainsi que des mécanismes de transformation et de fabrication dans le domaine des industries agroalimentaires, selon la même source.
En outre, des rencontres professionnelles, des conférences et des débats seront organisés autour de plusieurs sujets liés au développement de la production et à l'amélioration de sa qualité selon les normes internationales, en plus de l'examen des mécanismes à même de renforcer la compétitivité des produits algériens et de faciliter leur accès aux marchés extérieurs.
Cette manifestation économique constituera également une opportunité pour les start-up et les jeunes porteurs de projets innovants de faire connaître leurs produits et services, d'explorer les opportunités d'intégration dans l'environnement économique et de nouer de nouveaux partenariats dans les domaines de l'agriculture et des industries agroalimentaires, a-t-on indiqué.

APS

PHARMEX-2026

Une douzaine de conventions de partenariat signées

Une douzaine de conventions de partenariat ont été signées lors de la 10e édition du Salon de la pharmacie et de la parapharmacie (Pharmex-2026), clôturée samedi à Oran, a-t-on appris auprès du commissaire de l'événement.
Ces conventions ont été signées par des laboratoires algériens avec d'autres laboratoires tunisiens, mauritaniens et jordaniens, dans le but de renforcer la coopération et de développer des projets communs dans les domaines de la pharmacie et de la parapharmacie, a indiqué à l'APS le Dr Yassar Badour.
Il a souligné que cette édition avait connu un franc succès, attirant plus de 3.500 visiteurs, dont 80 % de professionnels, venus découvrir les potentialités du secteur ainsi que ses dernières nouveautés.
"Notre objectif principal était de réunir les professionnels de la pharmacie et de la parapharmacie pour discuter de leurs préoccupations, mais aussi pour nouer des relations de partenariat avec d'autres acteurs du domaine, en Algérie et à l'étranger", a-t-il précisé.
Cette manifestation a rassemblé, durant trois jours, plus de 100 exposants du secteur pharmaceutique et parapharmaceutique, dont des laboratoires, distributeurs, pharmaciens d'officine, médecins, étudiants en médecine et en pharmacie, ainsi que des prestataires de services spécialisés dans les logiciels, l'édition et les référentiels de médicaments, autour du thème "L'intelligence artificielle centrée sur le patient et le pharmacien".

APS

TOURISME ET ARTISANAT

Le Forum national du tourisme thermal à Guelma les 26 et 27 octobre

La wilaya de Guelma abritera, les 26 et 27 octobre, le Forum national du tourisme thermal, avec la participation de plus de 200 acteurs du secteur, indique jeudi un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.
L'organisation de ce forum s'inscrit dans le cadre de "la mise en oeuvre de la stratégie nationale visant à valoriser les atouts naturels et thermaux dont recèle l'Algérie, en tant que composante authentique du tourisme national et pilier essentiel pour le soutien du développement économique local", précise le communiqué.
L'accueil de l'événement par la wilaya de Guelma découle de sa position de "berceau du tourisme thermal national et de modèle vivant des capacités et atouts que recèle l'Algérie dans ce domaine, grâce aux vertus thérapeutiques exceptionnelles de ses eaux et à son patrimoine naturel hors pair, notamment ses stations thermales renommées, particulièrement Hammam Debagh et Hammam Ouled Ali".
Ce forum verra la participation de "plus de 200 acteurs du secteur, entre experts et académiques nationaux et internationaux, investisseurs et représentants d'établissements thermaux des secteurs public et privé, ainsi que des médecins spécialistes en médecine thermale et des représentants des collectivités locales et de différents secteurs ministériels", précise-t-on de même source. L'évènement sera également marqué par la présence de plusieurs diplomates, ce qui témoigne de "l'intérêt international pour le tourisme thermal algérien et les perspectives de renforcement de la coopération touristique entre l'Algérie et les pays frères et amis".
Le forum vise également à faire connaître "les potentialités naturelles et minérales ainsi que les sites thermaux historiques dont recèle l'Algérie, et à valoriser leurs atouts thérapeutiques et thermaux et leur dimension patrimoniale".
Les travaux de cette rencontre s'articuleront autour de plusieurs axes fondamentaux, notamment "la modernisation des stations thermales conformément aux normes internationales, l'encouragement de l'investissement touristique thermal et de l'innovation, ainsi que la facilitation des procédures au profit des opérateurs économiques pour la réalisation de projets modernes alliant la thérapie naturelle, loisirs et détente".
Les axes des travaux porteront également sur "la formation des ressources humaines et le renforcement des compétences des personnels exerçant dans les stations thermales, ainsi que sur la commercialisation et la promotion touristique de ce produit stratégique aux niveaux national et international, en vue d'attirer les touristes et les investisseurs".
Dans le même contexte, les travaux évoqueront "l'intégration du tourisme thermal dans des circuits touristiques intégrés contribuant à la valorisation du patrimoine naturel et culturel des régions, outre l'élaboration d'une feuille de route opérationnelle visant à remédier aux insuffisances enregistrées et à garantir une exploitation optimale des ressources naturelles et thermales".
Le programme du forum prévoit "des séances de débat, des ateliers spécialisés et une exposition réunissant les opérateurs économiques, les start-up et les investisseurs activant dans ce domaine, ainsi que des visites de terrain aux principaux sites et stations thermales que recèle la wilaya de Guelma", ajoute le communiqué.
A travers ce forum, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat réaffirme son engagement en faveur de "la valorisation des richesses thermales nationales, du renforcement de l'investissement dans ce domaine et de l'amélioration de la qualité des prestations, dans l'objectif de soutenir le développement local, de diversifier l'offre touristique nationale et de promouvoir le tourisme algérien", selon le même communiqué.

APS